

**Gaston Leduc (1938)**

Professeur à la Faculté de Droit de Caen

**Introduction biographique  
sur la vie et les travaux  
d'Auguste Walras**

in

**Auguste Walras (1831)**

**De la nature de la richesse  
et de l'origine de la valeur**

augmenté de notes inédites de Jean-Baptiste Say

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jmt\\_sociologue@videotron.ca](mailto:jmt_sociologue@videotron.ca)

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gaston Leduc, professeur à la Faculté de Droit de Caen,  
« Introduction biographique sur la vie et les travaux  
d'Auguste Walras »

in ouvrage d'Auguste Walras (1801-1866)

**De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur** (1831)  
augmenté de notes inédites de Jean-Baptiste Say

Une édition électronique réalisée du livre **De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur**. (1831). Paris : Librairie Félix Alcan, 1938, 346 pages.  
« Introduction biographique sur la vie et les travaux de l'auteur » par Gaston Leduc, pages 1 à 50. (1938)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes  
Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 21 avril 2002 à Chicoutimi, Québec.



AUGUSTE WALRAS

DE LA NATURE DE LA RICHESSE  
ET DE L'ORIGINE DE LA VALEUR

augmenté de notes inédites de Jean-Baptiste SAY

suivi du

Mémoire sur l'origine de la valeur d'échange

*présenté par l'auteur  
à l'Académie des Sciences Morales et Politiques*

et précédé d'une

Introduction biographique  
sur la vie et les travaux de l'auteur

par GASTON LEDUC  
Professeur à la Faculté de Droit de Caen

et d'une PRÉFACE

de GAÉTAN PIROU  
Professeur à la Faculté de Droit de Paris

PARIS : LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN  
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VI<sup>e</sup>, 1938

# Table des matières

[PRÉFACE](#), par M. Gaëtan Pirou

[INTRODUCTION](#), par M. Gaston Leduc

[Bibliographie des travaux d'Auguste Walras](#), par M. Gaston Leduc

[Bibliographie des travaux sur Auguste Walras](#), par M. Gaston Leduc

Avant-propos de l'auteur (par Auguste Walras)

*De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur*

*Annexes*

No 1. - Rapport de l'auteur sur son ouvrage

No 2. - Mémoire sur l'origine de la valeur d'échange

*A Mademoiselle Aline WALRAS*

*En témoignage de ma très respectueuse gratitude*

*G. L.*

[Retour à la table des matières](#)

# PRÉFACE

---

[Retour à la table des matières](#)

Plusieurs années se sont écoulées depuis la parution des premiers volumes de la présente collection. Les difficultés dans lesquelles se débat l'édition française sont la cause de ce ralentissement dans le rythme des publications que nous avions prévues à l'origine. Nous espérons cependant, dès que les circonstances le permettront, reprendre et réaliser notre programme initial. Mais il nous faudra, hélas ! le faire sans l'aide de celui qui en avait été le véritable initiateur. Ce n'est pas le lieu de dire ici quelle perte irréparable a été la disparition prématurée de François Simiand pour l'économie politique française. Le nombre et la qualité des hommages rendus à sa mémoire \* en est une suffisante preuve. J'espère pouvoir ultérieurement reprendre, dans un exposé d'ensemble, l'œuvre de Simiand pour marquer sa place parmi les grands courants de la pensée économique contemporaine. Je veux seulement aujourd'hui ren-

---

\* Cf. en particulier les articles ou notices de MM. : AD. LANDRY, *Annuaire de l'École pratique des Hautes Études*, 1935-1936 C. BOUGLÉ, *Annales sociologiques*, série A, fasc. II, 1936 ; Max LAZARD, *Documents dit Travail*, nos 218-219, 1935 ; P. HARSIN, *Annales de la Société scientifique de Bruxelles*, 1935 ; M. HALBWACHS, *Revue philosophique*, mai-juin 1936 et *Journal de la Société de Statistique de Paris*, juillet-septembre 1935 ; MARC BLOCH, *Annales d'Histoire économique et sociale*, mai 1936 L. FEBVRE, *Annales d'Histoire économique et sociale*, 1935 CHARLES RIST, *Revue d'Économie politique*, mars-avril 1935 E. COORNAERT, *Revue des Cours et des Conférences*, 15 avril 1937 Mario ROQUES, *Annuaire de la Fondation Thiers*, 1935-1936. Les *Cahiers trimestriels de l'Association François Simiand* (123, rue de Grenelle, Paris, 6e), ont publié de nombreuses études sur François Simiand et en particulier le texte des allocutions et déclarations prononcées à la séance mémoriale du 25 avril 1936.

dre hommage à son rôle comme créateur de la « Collection des principaux économistes ». Par l'orientation de sa méthode et la tournure de son esprit, François Simiand n'était pas, tourné vers l'histoire des doctrines économiques, Il estimait qu'en France, on lui avait fait peut-être une place excessive et qu'il eût mieux valu canaliser l'effort des travailleurs vers l'étude des faits et, les recherches d'économie positive. Aussi fut-on surpris de le voir s'intéresser à une réédition d'ouvrages doctrinaux du passé. Cette attitude pourtant s'expliquait fort bien. D'une part, Simiand sentait vivement les liens qui unissent histoire des doctrines et histoire des faits, Par exemple, il savait que le grand ouvrage d'Adam Smith *sur La Nature et les Causes de la Richesse des Nations* est une des meilleures sources pour l'étude du milieu économique des XVIIe et XVIIIe siècles. Lorsqu'il retint, pour en faire l'objet d'une des premières publications de la collection nouvelle, ces *Écrits notables sur la monnaie*, dont il surveilla avec tant de soin le choix et la présentation, l'intérêt qu'il y portait provenait moins de la valeur scientifique, souvent assez mince, de ces divers écrits que de la lumière qu'ils jettent sur les changements économiques du XVIe siècle. Au surplus, François Simiand entendait offrir aux lecteurs de bons instruments de travail, supérieurs à ceux des collections précédentes par la fidélité rigoureuse des traductions et par la valeur documentaire des annotations : il tenait à ce que celles-ci fussent purement objectives et purgées de ces préoccupations dogmatiques ou normatives qui viciaient (et rendaient parfois ridicules) les collections de textes parues au XIXe siècle. Par tous ces traits, l'entreprise à laquelle il apportait l'autorité de son nom devait différer radicalement de ses devancières, revêtir un caractère plus historique et moins doctrinal, plus positif et moins dogmatique. Simiand n'était donc nullement infidèle aux préoccupations de positivité et d'objectivité qui, par ailleurs, animaient son œuvre personnelle.

Aussi se donna-t-il avec beaucoup d'ardeur à la tâche qu'il assumait. A côté de son nom, Simiand désira que fut placé celui d'un autre économiste, spécialisé, en raison de ses travaux et de son enseignement, dans l'histoire des doctrines. Il y avait toutes les raisons du monde pour que le nom de Simiand figurât avant le mien sur la couverture des volumes. Dans une conversation que nous eûmes, en présence des directeurs de la librairie Alcan, je le lui dis avec toute l'insistance dont j'étais capable. Mais il fut impossible de faire fléchir sa décision et d'obtenir que l'ordre logique fut substitué à l'ordre alphabétique. Cependant, c'est bien à François Simiand - je tiens à le proclamer - que revient, le mérite, non seulement d'avoir posé les bases de la « Collection », mais aussi d'avoir rédigé les notices et instructions à l'usage de nos collaborateurs. Personne, au reste, ne s'y sera trompé parmi ceux qui avaient l'habitude du style de Simiand, de sa minutie rigoureuse, de ses scrupules infinis, de sa conscience scientifique et professionnelle. Simiand, qui avait été

dans sa jeunesse éditeur lui-même, possédait en matière de typographie des connaissances techniques étonnantes. C'est dire combien nous souffrirons de ne pouvoir plus mettre à contribution son inlassable dévouement, sa compétence hors de pair, son exceptionnelle autorité.

\*  
\*\*

L'ouvrage d'Auguste Walras, que nous présentons aujourd'hui au public, diffère profondément des écrits reproduits dans les tomes précédents de cette collection. Il s'agit d'une oeuvre purement spéculative où l'on ne trouvera guère l'écho du milieu économique qui l'a vu naître. Il nous avait semblé cependant, à Simiand et à moi-même, que cette réédition s'imposait en raison, à la fois, de la valeur intrinsèque du livre et de la place qu'il tient dans l'histoire de la théorie économique.

Auguste Walras s'est appliqué à reprendre le problème du fondement de la valeur, et il y donne une solution fort originale pour l'époque. Des deux grandes thèses qui se partageaient alors les esprits : théorie de *l'utilité*, théorie du *coût de production*, il apporte une critique extrêmement vigoureuse, qui me paraît décisive, surtout si on la prend dans sa dernière forme, c'est-à-dire dans le Mémoire à l'*Académie des Sciences Morales et Politiques* (postérieur de 18 ans à son livre) que l'on trouvera reproduit en annexe. Auguste Walras propose à son tour une théorie qui prétend ramener à l'unité l'explication de la valeur en la fondant sur la rareté. Sa démonstration est d'une impressionnante ampleur, puisqu'elle l'amène à faire de la rareté (c'est-à-dire de la limitation dans la quantité) le principe d'une sorte de métaphysique du monde.

On peut, à la vérité, se demander si l'effort *unitaire* d'Auguste Walras n'était pas plus apparent que réel, plus formel que profond. Ainsi que le fait remarquer M. Gaston Leduc dans l'introduction qu'on lira ci-après, la rareté, au sens économique du mot, représente *un rapport entre deux termes* : d'une part, la quantité des *besoins existants* ; d'autre part, la quantité des *biens disponibles*. Or, s'il est vrai que la quantité des besoins correspond à la *demande*, cependant que la quantité des biens disponibles exprime *l'offre*, le vocable de rareté n'est guère autre chose qu'une expression rajeunie de la vieille loi de l'offre et de la demande. Comme, d'autre part, les besoins comportent à la fois un élément *qualitatif* et un élément *quantitatif*, il apparaît que la rareté, lorsqu'on en analyse les parties constituantes, ne représente pas une notion purement numérique, ou qu'en tout cas elle ne nous permet pas d'échapper à la



redoutable question de savoir si l'on peut mesurer, par des chiffres, l'utilité des choses \*.

Quoiqu'il en soit d'ailleurs, il est certain que l'ouvrage d'Auguste Walras, qui fit peu de bruit au moment de sa publication, tient tout de même une place importante dans l'histoire des idées. Quand on le compare aux écrits contemporains de Jean-Baptiste Say, on ne peut qu'être frappé de la supériorité de son analyse. Puis, l'influence qu'Auguste Walras a exercée sur son fils Léon (influence expressément reconnue par celui-ci, peut-être même exagérée dans une louable intention de piété filiale) a été si forte que l'on ne peut pleinement comprendre l'œuvre du protagoniste de l'équilibre économique si l'on ignore les idées de son père \*\*. Enfin, il est incontestable que dans un certain nombre d'ouvrages récents, dus à quelques-uns des économistes contemporains les plus qualifiés, de Cassel à Robbins, la notion de rareté reparaît au premier plan pour devenir (en particulier chez Robbins) le critère de discrimination du fait économique lui-même. Ce sont là autant de motifs de relire l'ouvrage d'Auguste Walras. Or, il était devenu à peu près impossible de le trouver en librairie. Peu de bibliothèques le possédaient. Moi-même, en 1932, lorsque j'ai voulu l'utiliser pour la préparation des conférences que je devais faire à l'École Pratique des Hautes Études, je n'ai pu me le procurer que grâce à l'obligeance de mon collègue et ami Étienne Antonelli qui en possédait un rarissime exemplaire. Il me semble donc que nous aurons fait œuvre utile en remettant ce texte curieux à la disposition des travailleurs.

Gaëtan Pirou, 1938.

---

\* Ces points d'interrogation, qu'appelle la théorie d'Auguste Walras, se posent aussi à propos d'une autre tentative d'explication unitaire de la valeur, à laquelle le nom du fils d'Auguste Walras est demeuré attaché et qui porte, dans l'histoire de la pensée économique, le nom de marginalisme. Elle aussi, *l'utilité marginale*, a prétendu réconcilier, dans une notion homogène et dans une explication unitaire, la quantité des biens et l'importance des besoins, l'utilité et la rareté, l'offre et la demande. Mais on peut penser que cette conception, séduisante par son élégante simplicité, *masque* plutôt qu'elle n'efface la dualité profonde que l'on retrouve au fond de tout phénomène économique : dualité de l'homme et de la nature, de l'effort et de la satisfaction, de la production et de la consommation, du bien et du besoin. Cf. G. PIROU, *L'Utilité marginale*, 2e édition 1938.

\*\* Cf. GAËTAN PIROU: *Les Théories de l'Équilibre économique*, 2e édition 1938, Éditions Domat-Montchrestien, pp. 48-93.

Il s'en faut d'ailleurs que l'influence d'Auguste sur Léon Walras ait toujours été heureuse. La conception fort contestable que Léon Walras s'est faite du capital parait bien lui venir de son père. Cf. sur ce point GAËTAN PIROU, op. cit., pp. 226-228.

V. PARETO cite, à plusieurs reprises, Auguste Walras avec éloge dans son *Cours d'Économie politique*. Par contre, il ne paraît pas qu'Auguste Walras ait eu de l'influence sur Cournot. Cf. la lettre de Mlle Aline Walras reproduite dans l'ouvrage du Dr Lilly HECHT, A. Cournot und L. Walras.

# INTRODUCTION

---

[Retour à la table des matières](#)

Les spéculations sur le fondement de la valeur ont tenu une place considérable dans la littérature économique post-smithienne. La raison en est bien connue : le phénomène de la valeur avait été considéré par la quasi-généralité des auteurs classiques comme la donnée de base de la science, l'élément fondamental qu'il convenait d'élucider avant tout pour mener à bien l'élaboration progressive de la discipline nouvelle. L'œuvre de Ricardo reste typique à cet égard. Mais on sait aussi que, dans leur recherche d'une explication unitaire de la valeur, motivée vraisemblablement, en dernière analyse, par le désir, déjà très fortement exprimé par Adam Smith, de découvrir une mesure invariable des valeurs, les classiques ne purent aboutir. Pour n'avoir pas su discerner de façon nette la question de l'origine de la valeur de celle des lois de l'échange, ils se jetèrent dans une impasse. D'où leurs hésitations, leurs incertitudes, les retouches et les transformations même qu'ils firent subir à l'expression de leur pensée, et, parfois aussi, leurs déceptions <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Le sujet difficile de la valeur a retenu mes pensées, sans que je sois capable de trouver un chemin satisfaisant pour sortir de ce labyrinthe. » *Lettre de Ricardo à Mac Culloch du 8 août 1823*. Reproduite en Appendice à l'Essai de Mlle H. Biaujeaud sur : *La Théorie ricardienne de la valeur*, Paris, Sirey, 1934, p. 218

Pour oser affirmer, vers le milieu du siècle, qu'il ne restait, « dans les lois de la valeur, rien à éclaircir actuellement, ni plus tard <sup>1</sup> », il fallut que Stuart Mill en vînt à élargir les conceptions de ses devanciers britanniques par des considérations relatives à la demande et donc à l'utilité, s'affirmant ainsi partisan d'une explication dualiste dont s'était déjà rapproché, et non sans difficultés, Jean-Baptiste Say.

On sait l'effort que devaient fournir à leur tour les partisans du *degré final d'utilité* pour tenter de donner une explication à nouveau unitaire, mais opposée à celle des classiques, des problèmes à nouveau confondus de l'origine de la valeur et des lois de ses variations. La prodigalité du sens analytique des marginalistes ne fut point sans profit pour la science : il est même permis de penser que celle-ci leur doit de notables progrès. Mais l'ère des controverses sur la valeur n'a pas été close pour cela : le vigoureux essai de synthèse d'un Alfred Marshall, par exemple, a souligné l'illusion moniste de l'explication marginaliste, durant que l'école de l'équilibre, prolongée sur ce point par les théories plus modernes encore de la dynamique économique, qui s'attachent avant tout à l'étude du mécanisme de l'échange et à la recherche d'une explication positive des lois de variation des prix, rejetait au second plan les spéculations purement conceptuelles sur l'origine de la valeur, allant même parfois jusqu'à formuler à leur égard une fin de non-recevoir absolue <sup>2</sup>.

L'ouvrage d'Antoine-Auguste Walras, dont nous entreprenons la réédition, relève précisément de la phase classique des controverses sur la valeur. Il s'apparente de façon étroite aux efforts d'ordre spécifiquement conceptuel en vue d'assigner à la valeur un fondement unitaire. Par la rigueur logique de ses raisonnements, par l'usage exclusif d'une méthode rigoureusement déductive, par le souci constant de son auteur de ramener l'ensemble des explications à une cause prétendue unique, l'œuvre évoque, Ricardo ou James Mill. La divergence n'est point dans la méthode : à cet égard, l'ouvrage est typiquement de son temps. Et l'auteur, nous le verrons, ne s'en est point caché, qui, distinguant entre les économistes, ses contemporains, des *historiens* et des *métaphysiciens*, déclarait nettement vouloir se rattacher à ces derniers, « avoir fait et voulu faire de la métaphysique », se ralliant à l'école « qui proclamait hau-

<sup>1</sup> *Principes d'économie politique*. Traduction Dussard et Courcelle-Seneuil, Paris, Guillaumin, 1854, t. II, p. 2.

<sup>2</sup> Chez, Cassel, par exemple, qui, bien que pur théoricien, déclare qu'une « théorie de la valeur est pour le moins complètement inutile pour la science économique » et réclame à cet égard « un nettoyage à fond, absolument nécessaire si nous voulons diriger le plus directement possible le travail scientifique vers les problèmes réels et certainement très importants de la théorie économique ». *Traité d'économie politique* de Gustave Cassel. Traduction française, Paris, Giard, 1925, t. 1er, p. 66.

Sur tous ces points, v. la préface de M. Gaëtan Piron à l'ouvrage précité de Mlle Biaujeaud, pp. VII et VIII.

tement l'existence des lois générales, en économie politique, comme en physique, comme en mécanique, comme en chimie, et qui signalait une nature des choses, contre laquelle la volonté de l'homme ne se raidirait qu'à son détriment <sup>1</sup> ».

Mais, sur le fond, la thèse veut être neuve. Elle s'oppose à la prétention des classiques anglais d'asseoir la valeur sur le coût de production, voire même sur le seul facteur-travail de ce coût. Mais elle ne rejoint pas pour cela la position de l'école qualifiée parfois de française - qualificatif dont l'auteur lui-même a fait usage - et qui, développant la pensée des psychologues italiens et français du XVIIIe siècle, et, en particulier, celle de Condillac, s'efforçait avec Jean-Baptiste Say (encore que l'opinion de ce dernier n'ait pas toujours été d'une netteté parfaite) de découvrir l'origine de la valeur dans l'aptitude des choses à satisfaire les désirs éprouvés, c'est-à-dire dans leur utilité.

Rejetant délibérément toute influence du coût de production, cette thèse prétendue novatrice, mais néanmoins moniste encore, ne retenant l'utilité que comme condition nécessaire, mais non suffisante, envisageait *la rareté* comme la seule cause véritablement efficiente de la valeur, définissant celle-ci par l'expression d'utilité rare, appelée, comme l'on sait, à exercer sur le développement ultérieur de la pensée économique une influence des plus décisives.

Il s'agissait là d'une œuvre de jeunesse. Lorsqu'il l'avait composée, A.-A. Walras, né le 1er février 1801, n'avait que 28 ans <sup>2</sup>. Il venait tout juste de dépasser la trentaine lorsqu'il put enfin, au mois de juillet de l'année 1831, satisfaire son désir de livrer l'ouvrage à la publicité, grâce à l'appui moral et matériel de l'une de ces modestes sociétés savantes <sup>3</sup>, dont la vie s'alimentait jadis à tout ce que l'existence provinciale pouvait offrir de tranquillité sereine et de possibilités de labeur désintéressé. C'était une vocation qui s'affirmait, sous un nom appelé, après de trop nombreuses vicissitudes, à forcer l'hommage universel. Car ce que le père avait constamment rêvé d'être, il ne fut donné qu'au fils de le réaliser, et encore à la suite d'événements qui donnèrent du lus-

<sup>1</sup> *Rapport de l'auteur à la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département de l'Eure sur les travaux de sa section de littérature en 1831.* (Séance du 8 juin 1832.) Cf. le *Recueil de la Société...*, 1832, p. 74.

<sup>2</sup> Les lettres (inédites) d'A. Walras à son père font mention de l'existence du manuscrit dès 1829.

<sup>3</sup> *La Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département de l'Eure*, dont A.-A. Walras était devenu membre et qui s'augmenta, peu après son admission, et vraisemblablement sous son influence, d'une section nouvelle dite d'économie politique et de statistique. Le *Recueil* trimestriel de la Société a publié à diverses reprises plusieurs études de notre auteur (cf. *infra* : bibliographie des œuvres d'A. Walras).

tre, non point aux écoles spécifiquement françaises, mais à l'université étrangère qui sut faire de Léon Walras le fondateur de l'école dite de Lausanne.

## I

La personnalité d'Antoine-Auguste Walras était restée presque ignorée jusqu'à la parution du très consciencieux ouvrage de Modeste Leroy<sup>1</sup>. Non que sa pensée ne fût demeurée sans portée : mais l'unique héritier de son oeuvre fut son fils, autre isolé comme lui, délivré de tout dogmatisme doctrinal, comme lui, nous le verrons, aussi éloigné de l'orthodoxie libérale que des allégeances socialistes, et destiné à se frayer seul un chemin au milieu d'embûches que semèrent avec ténacité des adversaires vraisemblablement abusés. Méconnu de son vivant, ailleurs que dans la sphère restreinte où le confinèrent de fastidieuses occupations administratives, Auguste Walras fût sans doute tombé dans l'oubli, sans les témoignages de gratitude d'un fils qui nous a laissé de son père la seule étude bio-bibliographique à laquelle il soit encore possible de se reporter avec fruit<sup>2</sup>. Ajoutons à cela l'heureux hasard d'une promenade opportune qui, de la tombe de Léon Walras dans le cimetière de Clarens, conduisit Modeste Leroy, attentif aux épitaphes de ses compatriotes, sur les traces d'un savant véritable, auquel il ne tarda pas à reconnaître que réparation lui semblait due<sup>3</sup>.

La vie d'Auguste Walras ne fut certainement pas celle à laquelle eussent dû lui donner droit ses très réelles capacités. S'il eût vécu de nos jours, eût-il sans nul doute enseigné sa science favorite et satisfait ainsi un désir qui ne l'abandonna jamais. Mais à une époque où le mariage de raison conclu vers la fin du siècle entre la science économique et les disciplines juridiques n'avait même pas encore été envisagé et où les seuls enseignements administrativement organisés se bornaient au Collège de France et au Conservatoire national des Arts et Métiers, les chances d'y parvenir paraissaient bien minimes.

<sup>1</sup> *Auguste Walras, économiste. Sa vie, son œuvre*. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1923, et, à propos de cette œuvre, l'article (le notre éminent collègue Antonelli : *Un économiste de 1830 : Auguste Walras* (cité p. 51).

<sup>2</sup> *Un initiateur en économie politique : A.-A. Walras*. (*Revue du Mois* du 10 août 1908.)

<sup>3</sup> V. G. Piron: *Les théories de l'équilibre économique : L. Walras et V. Pareto*. Reproduction autorisée de Conférences faites à l'École pratique des Hautes Études, Paris, Domat-Montchrestien, 1934, p. 37 ; ainsi que l'Avant-propos de l'ouvrage précité de Modeste Leroy.

Cette vocation à l'économie politique fut un peu le fruit du hasard : après avoir couronné, à 19 ans, par un premier prix de dissertation en philosophie, de brillantes études secondaires poursuivies au collège royal de Montpellier, sa ville natale, notre auteur s'orienta vers l'École normale. Il y fut admis dès le mois d'octobre 1820, pour y poursuivre jusqu'en 1822, date du licenciement de l'École <sup>1</sup>, des études littéraires et philosophiques (en particulier sous la direction de Victor Cousin), dont l'influence se retrouvera dans toute son oeuvre. Il devait y rencontrer l'année suivante, pour condisciple dans la section des sciences, le jeune Augustin Cournot, appelé à partager avec lui, du moins en matière économique, une destinée quelque peu semblable. Celui-ci influença en effet Léon Walras dans l'élaboration de sa théorie des prix, tout en demeurant par ailleurs, au moins pendant toute sa vie, un économiste méconnu <sup>2</sup>. Mais leurs relations ne devaient point se prolonger par la suite ; aussi bien leur avenir universitaire fut-il assez différent, la meilleure part échéant à Cournot.

Mais on peut se demander dans quelle mesure les *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses*, l'oeuvre économique de Cournot de beaucoup la plus intéressante, publiées en 1838, n'ont pas été en partie suscitées par l'invitation adressée par Auguste Walras aux mathématiciens, dès 1831, de faire de la science des richesses une discipline d'exactitude et de précision <sup>3</sup>.

La fermeture de l'École ouvrit pour ce dernier une période relativement agitée et incertaine, comme devait l'être au reste toute son existence. Le voici successivement régent au collège de Valence, puis de Saint-Étienne, puis, de retour à Paris, précepteur, commis comptable, puis secrétaire d'un notaire. L'idée lui vint de faire son droit : il se sentait attiré par le barreau, persuadé qu'il était d'y réussir. Mais il restait philosophe : et grande fut sa déception lorsqu'il en vint à l'étude du titre de la *Propriété*. Les arguments déployés par les auteurs et les commentateurs du Code Napoléon en faveur de cette institution ne lui semblèrent point satisfaisants ; aussi la théorie du domaine

<sup>1</sup> Dont les opinions avaient été considérées comme subversives par le pouvoir royal.

<sup>2</sup> Pour une analyse d'ensemble de l'oeuvre économique d'Augustin Cournot, cf. G. Pirou : *Les théories de l'équilibre économique.... pp. 101-162.*

<sup>3</sup> Sans compter que l'admission par Cournot, au nombre des deux causes de la valeur et à côté de la « reconnaissance (*les propriétés de la chose* », de la « limitation dans la quantité », permet un rapprochement très net avec l'oeuvre d'A. Walras (V. Pirou, op. cit., p. 107). Cf. aussi M. Leroy, op. cit., p. 96. A. Walras a laissé sur l'ouvrage de Cournot une note manuscrite que nous espérons publier un jour et dans laquelle, approuvant en principe l'emploi de la méthode mathématique, il reproche néanmoins à l'auteur d'avoir cédé à certaines erreurs sur le fond même de sa théorie, d'avoir, écrira-t-il plus tard à son fils Léon, « traduit en algèbre la métaphysique de Ricardo ».

personnel de l'homme sur les choses lui parut-elle à refaire en son entier <sup>1</sup>. Avec l'ardeur de la jeunesse, il s'attela donc à la besogne.

Déçu par les légistes, il voulut prendre conseil chez les économistes, alors dans toute leur célébrité. Si les physiocrates, depuis la mort du vieux Dupont de Nemours, ne trouvaient plus audience que chez quelques agrarianistes attardés <sup>2</sup>, du moins l'école d'Adam Smith brillait-elle dans toute sa splendeur. Ricardo, malgré quelques dissidences et réticences, régnait sur la pensée anglaise. Et Jean Baptiste Say, plus original d'ailleurs et novateur qu'on ne l'a soutenu parfois, prenait rapidement en France figure d'augure officiel. A son enseignement du Conservatoire venait en effet s'ajouter, en 1830, une chaire au Collège de France, spécialement créée pour lui.

Le recours aux sommités de la science nouvelle n'apporta à Auguste Walras que des déceptions accrues. Là où il pensait trouver une théorie bien établie, il ne découvrit qu'incertitudes et contradictions. Puisque l'on ne possède jamais, pensait-il, que ce qui mérite d'être détenu à titre de propriété privée, c'est-à-dire ce qui vaut quelque chose, il lui paraissait logique d'aller chercher dans une explication de la valeur le fondement d'une théorie de la propriété. A son tour il se trouvait engagé dans le labyrinthe. Et son choix est fait : abandonnant ses études de droit, il consacre désormais tous ses loisirs à élucider le problème de la valeur et la question, déjà agitée, de la réorganisation de la société sur des bases déduites d'une théorie rationnelle de la propriété.

Après six ans d'études, un ensemble logiquement coordonné, qui devait constituer le schéma général de ce que nous pourrions appeler le système walrassien, prit forme dans sa pensée. Ses projets aussi se précisèrent : il n'attendrait pas pour initier le public à son oeuvre et s'efforcera d'obtenir un enseignement d'économie politique. Dès 1829, alors qu'il suivait avec assiduité, mais sans partager leurs vues, les séances tenues à la rue Taranne par les Saint-simoniens, se trouvait prêt le manuscrit d'une première étude, critique et constructive, sur le problème de l'origine de la valeur, « substrat de la richesse et objet de l'économie politique, science de la richesse, donc de la valeur ». Il restait à trouver un éditeur. Devant la difficulté d'obtenir des con-

<sup>1</sup> Cf. l'Avant-Propos ci-après, ainsi que le récit fait de ces événements par Léon Walras au cours de sa première leçon publique sur la *Recherche de l'idéal social*, faite à Paris le 13 octobre 1867.

Ces conférences ont été reproduites dans ses *Études d'économie sociale*. Cf. *Édition définitive* par nos soins. Paris, Librairie générale de Droit, 1936, pp. 25-26.

<sup>2</sup> Dont, à notre connaissance, l'oeuvre n'a jamais été examinée. Nous signalons la possibilité d'une belle thèse de doctorat sur cet intéressant sujet.

ditions raisonnables, le jeune homme trouvait accès au *Mercure du XIXe siècle*, qui, à cinq reprises au cours de l'année 1830, publia une bonne partie des six premiers chapitres de son ouvrage <sup>1</sup>.

Vinrent les événements de juillet, suivis de démêlés entre Auguste Walras et ses employeurs. Le labeur désintéressé ne nourrit point son homme, quelque modestes que soient les goûts : l'Université devenue plus accueillante, A. Walras y sollicita son retour et fut nommé professeur de rhétorique au collège d'Évreux. C'est là que devait y être imprimé son livre.

Mais dès cette époque il songeait à mieux : distinguer la valeur des choses de leur prix, étudier les fluctuations particulières de ce dernier, en les reliant à une étude d'ensemble du rôle économique des métaux précieux, envisagés successivement sous l'angle de leurs deux fonctions essentielles de mesure des valeurs (de *numéraire*) et d'instrument des échanges (de *monnaie* proprement dite), tel lui paraissait devoir être le contenu principal d'un second ouvrage destiné à apporter au premier une série de compléments indispensables.

L'occasion se présenterait-elle enfin d'attribuer à ces efforts la récompense qu'en espérait peut-être leur auteur ? Il le crut lors de la mort de Jean-Baptiste Say, en 1832. Candidat à sa succession, au moins à l'une des deux chaires qu'occupait le disparu, il fut tôt déçu : on lui préférait Adolphe Blanqui, le très libéral homonyme du révolutionnaire, pour le Conservatoire et l'on sollicitait spécialement pour le Collège de France les services de « l'illustre » Rossi.

Nullement découragée par ces premières désillusions, la vocation économique car il ne s'agissait nullement ici d'un violon d'Ingres de notre héros s'affirmait à nouveau, tant par la plume que par la parole. Le 9 décembre 1832, A. Walras inaugurait à Évreux, par un discours traitant *de la connexité des connaissances humaines et des progrès scientifiques en général, et, en particulier, de l'influence que l'étude de l'économie politique est appelée à exercer sur l'avancement des sciences morales et historiques* <sup>2</sup>, un cours public d'économie politique poursuivi de semaine en semaine, chaque dimanche après-midi, jusqu'au mois de mai suivant. Cet enseignement dominical, donné à titre purement bénévole à un public de bons bourgeois de province, alors désireux de s'instruire, obtint un réel succès et valut au professeur des compliments...

<sup>1</sup> Cf. *le Mercure du XIXe siècle*, année 1830, t. XXVIII, pp. 353-364 et 578-587; t. XXIX, pp. 54-61 et 191-202; t. XXX, pp. 517-526.

<sup>2</sup> Cf. *Recueil de la Société libre... du département de l'Eure*, t. IV, 1833, p. 93.



préfectoraux <sup>1</sup>. Aussi fut-il repris l'année suivante <sup>2</sup>, et poursuivi encore du mois de novembre 1834 au mois de mai 1835 <sup>3</sup>. Au cours de cette même époque, le *Recueil de la Société... du département de l'Eure*, qui patronnait les conférences de son membre infatigable, s'enrichissait des travaux écrits que l'on trouvera ci-après mentionnés (v. bibliographie des œuvres économiques d'A. Walras) et dans lesquels celui-ci précisait les fondements philosophiques, voire métaphysiques au sens le plus strict, de l'ensemble de ses conceptions théoriques et pratiques.

Entre-temps, devenu principal du collège, A. Walras s'était marié <sup>4</sup>. Devant l'aridité de ses nouvelles occupations administratives, l'idée lui vint de poursuivre ses études universitaires jadis interrompues et de se préparer à l'agrégation de philosophie. S'étant fait mettre en congé, il vint se fixer à Paris en 1836.

Mais l'économie politique tient toujours à cœur à notre philosophe : n'ayant pu donner suite à son projet d'une seconde publication, il trouvera audience auprès de la *Revue mensuelle d'économie politique*, que venait de fonder Théodore Fix, et y fera connaître aussitôt ses idées sur la monnaie, s'avérant un partisan déterminé des métaux précieux et un adepte bien convaincu de la théorie, alors classique, de la monnaie-marchandise. Il suit assidûment, pendant deux années, le cours de Rossi au Collège de France, « sans succès d'ailleurs et sans aucun profit <sup>5</sup> ». L'Athénée, sorte d'académie libre qui connaissait à l'époque une certaine notoriété, lui ouvre ses portes, sur ses instances pressantes : il y donnera donc gratuitement un cours d'économie politique en vingt-trois leçons, du 24 décembre 1836 au 3 juin 1837. Il espérait s'y faire un avenir : mais l'on ne vit point de l'air du temps.

Ayant synthétisé l'année suivante, et de façon remarquable, pour les lecteurs de la *Revue étrangère et française de législation et d'économie politique*,

<sup>1</sup> Cf. *Recueil...*, n° 16, octobre 1833, p. 328. Les propos officiels ne manquaient pas d'optimisme, on en conviendra : « Un auditoire nombreux viendra, sur ces bancs, recueillir les révélations d'une science inconnue longtemps, mais dont rien ne saurait plus arrêter la marche ascendante. Cette science, il faut l'espérer, dominera bientôt le monde politique ; bientôt elle seule fera la guerre ou la paix entre les nations, et elle finira par rendre la guerre improbable... L'économie politique se popularisera chaque année davantage par la profonde et modeste parole que nous aimons à venir entendre. »

<sup>2</sup> Cf. *Recueil...*, *ibid.*, p. 477.

<sup>3</sup> Cf. *Recueil...* t. V, octobre 1834, p. 494.

<sup>4</sup> Sur toute la suite de l'existence d'A. Walras, sur laquelle nous n° pouvons nous étendre ici, au moins en ce (lui ne touche pas directement à son oeuvre économique, on se reportera avec profit aux cinq premiers chapitres -de l'ouvrage précité de Modeste Leroy (pp. 1-90).

<sup>5</sup> Écrivra-t-il plus tard à son fils (cf. *Révolution de 1848*, 1912-1913, p. 369).

sa théorie d'ensemble de la science des richesses <sup>1</sup>, il se consacra derechef à ses études philosophiques, ses charges de famille ne lui permettant plus de continuer une vie de dilettante <sup>2</sup>. Nommé professeur de philosophie à Lille, en 1839, après un concours infructueux, il parvint à ses fins l'année suivante et fut envoyé à Caen.

Nous retrouvons dans la cité normande les traces de ce laborieux, partagé désormais, il est vrai, entre des travaux de tendance plus littéraire et « sa chère économie politique ». La société savante locale, l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Caen, lui ouvre ses portes pour l'entendre, l'Université lui confie son recueil : la *Revue de Caen* pour y divulguer ses idées. Dès 1842, il donnera lecture d'un fragment sur « la production <sup>3</sup> » participera en 1844 à une discussion sur le problème du paupérisme, préconisant déjà un système complet d'assistance sociale et une action préventive qui utiliserait comme moyens principaux les perfectionnements successifs de la technique agricole, industrielle et commerciale, un bon système d'éducation professionnelle, la liberté du travail, l'éducation morale des citoyens, l'association des travailleurs, etc., enfin un bon système de propriété <sup>4</sup>. Au mois de juillet de la même année, il fait connaître un mémoire critique sur les opinions les plus accréditées touchant l'origine de la valeur d'échange <sup>5</sup>, dont il fera, cinq ans plus tard, le sujet d'une communication à l'Académie des sciences morales (mémoire que nous avons reproduit ci-après : Annexe II), durant qu'un travail en deux articles, intitulé *Esquisse d'une théorie de la richesse* <sup>6</sup>, livre déjà le canevas général de ses idées sur les fondements et le contenu de la science économique.

Il devait faire mieux quelques années plus tard, en condensant dans un petit volume, demeuré la seconde de ses principales publications économiques, l'ensemble de ses vues théoriques, logiquement ordonnées en un système qui nous achemine indubitablement vers les conceptions d'économie pure <sup>7</sup>. Lorsqu'il édita cet ouvrage, A. Walras, bien que résidant encore à Caen, avait abandonné l'enseignement à la suite d'événements qui marquèrent

<sup>1</sup> Cf. *infra* : bibliographie.

<sup>2</sup> A. Walras eut quatre enfants, dont trois fils. Il eut le malheur de perdre, deux de ces derniers encore jeunes et ne conserva que Léon, son fils aîné, né à Évreux, le 16 décembre 1834, et sa fille Jenny.

<sup>3</sup> *Mémoires de l'Académie royale des sciences, arts et belles-lettres de Caen*, 1845, p. 19.

<sup>4</sup> *Revue de Caen*, mars 1844, p. 284.

<sup>5</sup> Séance (le l'Académie royale... de Caen du 23 juillet 1844. Cf. *Revue de Caen*, décembre 1844, p. 432.

<sup>6</sup> *Revue de Caen*, 1844, pp. 337-349 et 381-393.

<sup>7</sup> *Théorie de la richesse sociale ou résumé des principes fondamentaux de l'économie politique*, Paris, Guillaumin, 1849. - Cet ouvrage a été traduit en espagnol.

pour lui le début d'une série de déboires qui devaient l'assaillir jusqu'à la fin de sa carrière. Il avait pensé un moment pouvoir accéder à l'enseignement supérieur et avait même été nommé chargé de cours à la Faculté des Lettres de Caen, dans la chaire d'éloquence française, alors vacante. En vue d'obtenir son diplôme de docteur, il s'était attelé à la rédaction d'une thèse sur *Le Cid*, ayant toujours manifesté pour les oeuvres de Corneille un penchant des plus louables, reflet d'une âme scrupuleuse<sup>1</sup>. Mais il avait compté sans l'adversité : l'indépendance de caractère et le libéralisme d'opinions du professeur lui firent des ennemis. Ses supérieurs administratifs l'estimèrent indésirable, en ces temps de stricte obéissance. Nommé inspecteur d'académie à Nancy, puis à Caen, il s'inclina. Envoyé en disgrâce à Cahors en 1849, il préféra la mise en disponibilité.

Ainsi pourvu de loisirs, par l'incompréhension humaine, au moment où les événements politiques et sociaux suscitaient une extraordinaire fermentation d'idées et l'éclosion de systèmes de toute espèce, l'économiste dut sentir à nouveau la morsure de son démon favori, si nous en jugeons par l'abondance des documents inédits datés de cette époque et qui nous viennent de lui. L'instant était favorable à l'exposition d'une doctrine sociale originale et que l'auteur faisait logiquement découler des prémisses théoriques auxquelles il demeurait plus fermement attaché que jamais. Sa conclusion pratique, était à vrai dire formulée depuis longtemps : elle se ramenait en définitive à l'appropriation du sol par l'État. Mais il restait à la développer, à l'étayer sur des bases solides et inattaquables, à pourchasser, pour ce faire, l'opinion adverse. *La vérité sociale*, rédigée en partie en 1848, nous laisse l'exposé cohérent d'un système de nationalisation du sol, qui, permettant d'attribuer à l'État le produit d'une rente foncière destinée, dans l'esprit de l'auteur, à croître au fur et à mesure des progrès de la civilisation économique, conduirait logiquement à une suppression graduelle de l'impôt. La base constructive du système sera reprise dans une étude sur la *Théorie de la Propriété*, primitivement prévue comme devant constituer les septième et huitième chapitres de la *Théorie de la richesse sociale*. L'apologie systématique de l'appropriation privée du sol et de la rente foncière sera poursuivie et dénoncée dans une suite de gloses manuscrites réfutant souvent presque mot par mot, en premier lieu le chapitre XIV de l'ouvrage de Thiers sur *La propriété*<sup>2</sup> (qui connaissait alors, en raison des événements et de la peur qu'inspiraient les manifestations spasmodiques du socialisme naissant, une vogue très supérieure à la valeur scientifique de

<sup>1</sup> Cette œuvre, fut éditée en 1853 sous le titre : *Le Cid, esquisse littéraire*, Douai, Adam d'Aubers. L'auteur avait déjà publié à Caen, en 1843, un *Commentaire sur le Cid* et, en 1846, un premier acte annoté de Polyeucte.

<sup>2</sup> Chap. XIV (De l'envahissement des choses par l'extension de la propriété) de l'ouvrage : *De la propriété*, Paris, Pagnerre, 1848 (cf. Leroy, op. cit., pp. 69-70).

l'ouvrage) et d'autre part le chapitre IV de *La Démocratie en France*<sup>1</sup> de Guizot, bien caractéristique aussi de l'effroi qu'éprouvaient, en particulier devant les attaques de Proudhon, les défenseurs de l'ordre juridique établi<sup>2</sup>.

C'est à ce moment-là que, sollicité par des polémiques de presse, des discours parlementaires et notamment la campagne menée par de Girardin en faveur d'un impôt sur le capital, et pressé d'étendre l'application de son système au problème du prélèvement fiscal, il rédigea sur la question de l'impôt les études dont il est fait ci-après mention.

Critiquer la propriété privée du sol était une grosse tâche. A. Walras courait le risque d'être taxé de socialisme. Encore que cela ne lui parût point constituer un blâme, il se trouvait heurter bien des préjugés, à commencer par ceux de ses proches. Renonçant à publier, il se laissa bientôt convaincre de la nécessité d'un retour à l'Université : il redevint inspecteur d'Académie à Douai, en 1850, puis à Tulle, enfin à Pau en 1854, où il devait prendre sa retraite huit ans plus tard.

La fin de cette carrière, devenue purement administrative, fut pénible à l'économiste-philosophe qui ne désarmait pas. Outre que sa santé commençait à s'altérer dans des occupations qui ne lui laissaient plus que de pauvres loisirs, l'emploi même qu'il en faisait ne laissait pas que d'indisposer fortement ses supérieurs hiérarchiques et portait l'inquiétude jusqu'au sein de son foyer. « Et puis, qu'est-ce qu'on me dit ? lui lança quelque jour son ministre. Que vous vous occupez d'économie politique ? En vérité, il ne vous manquerait plus que d'être libre-échangiste<sup>3</sup> ! »

Du moins allait-il prendre une détermination on ne peut plus heureuse pour sa science favorite en suscitant, au cours de l'été 1858, la vocation économique de son fils Léon, encore élève de l'École des Mines, mais qui, rebuté par la technique de l'ingénieur, semblait vouloir chercher sa voie du côté de la littérature pure. Si celui-ci n'eût écouté que sa mère - « Tu vas donc faire de l'économie politique, comme ton père ! » - L'École de Lausanne ne fût sans doute jamais point née. Mais trop forte était la tentation pour le fils de persévérer là où le père n'avait pu qu'entreprendre, de construire là où il n'avait pu qu'ébaucher<sup>4</sup>. Il s'établit d'ailleurs entre les deux hommes une collaboration

<sup>1</sup> Chap. IV (La république sociale) de : *La Démocratie en France* paru en janvier 1849.

<sup>2</sup> De nombreux extraits, de toutes ces études ont été reproduits dans l'ouvrage précité de Modeste Leroy (v. *infra* : bibliographie).

<sup>3</sup> *Revue du Mois*, *op. cit.*, p. 177.

<sup>4</sup> « L'heure la plus décisive de toute ma vie sonna par un soir de l'été de 1858 où, pendant une promenade dans la vallée du gave de Pau, mon père m'affirma avec énergie qu'il y

des plus étroites, dont une correspondance abondante et extrêmement instructive nous laisse le vivant témoignage <sup>1</sup>.

Frisant la soixantaine, ce consciencieux fonctionnaire conservait encore intacte l'ardeur de sa jeunesse, en dépit des soucis administratifs et autres. La lecture de l'ouvrage que venait de publier Proudhon sur *La justice dans la révolution et dans l'église* fit jaillir sans peine l'étincelle du feu qui couvait encore. La partie critique de l'œuvre lui parut très solide, peut-être excessive ; mais l'essai de reconstruction tenté par le fougueux franc-comtois fut jugé d'une faiblesse extrême. « J'éprouverais une incroyable satisfaction à démontrer à M. P... que ses balances <sup>2</sup> sont essentiellement fausses et qu'il n'y a pas un mot qui vaille dans ses théories <sup>3</sup>. » Il encouragea donc son fils à accomplir avec lui la tâche qu'il regrettait de ne pouvoir mener à bien : « Nous pouvons argumenter avec la plus grande énergie, et avec la certitude d'une approbation complète, contre les divagations de M. Proudhon, et contre son ignorance en fait d'économie politique et de droit naturel <sup>4</sup>. » Il lui fournira ses premières armes, sous forme d'une série de remarques critiques rappelant tout à fait le travail qu'il s'était imposé quelque dix années auparavant pour réfuter la thèse de Thiers. Et l'introduction dogmatique placée par Léon Walras en tête de son oeuvre ne manquera pas d'exprimer une reconnaissance filiale dont les témoignages iront se multipliant sans cesse. Le moins averti des lecteurs eût d'ailleurs retrouvé dans ce passage l'essentiel de la pensée paternelle sur « la question sociale <sup>5</sup> ».

---

avait encore deux grandes tâches à accomplir pour le XIXe siècle : achever de créer l'histoire et commencer à créer la science sociale. il ne soupçonnait pas alors combien Renan devait lui donner satisfaction sur le premier point. Le second, qui l'avait préoccupé toute sa vie, le touchait plus sensiblement encore. il y insistait avec une conviction qu'il lit passer en moi. Et ce fut alors que, devant la porte d'une campagne appelée *Les Roseaux*, je lui promis de laisser la littérature et la critique d'art pour me consacrer entièrement à la continuation de son oeuvre. » Extrait de la *notice autobiographique* de Léon Walras (encore inédite en langue française).

<sup>1</sup> Pour partie publiée, en ce qui concerne la correspondance du père au fils, dans la revue : *La révolution de 1848*, Tomes neuvième (1912-1913) et dixième (1913-1914), par les soins de Mlle Aline Walras et de Georges Renard. La correspondance de Léon Walras à son père a malheureusement été égarée au cours d'un déménagement provoqué par la guerre de 1870.

<sup>2</sup> Il s'agit ici de la tentative, faite par Proudhon, d'application de la justice à l'économie, en vue d'obtenir la réciprocité des services dans la société qu'il se représentait comme un « vaste système de pondération » entre forces antagonistes. Cf. le sixième chapitre (*Balances économiques*) de la troisième étude (*Les biens*) de : *La justice dans la révolution et dans l'église*.

<sup>3</sup> Lettre du 5 décembre 1858. *Révolution de 1848*, t. IX, p. 190.

<sup>4</sup> Lettre du 25 avril 1859. *Ibid.*, p. 296.

<sup>5</sup> Cf. *L'économie politique et la justice. Examen critique et réfutations des doctrines de M. P.-J. Proudhon, précédées d'une introduction à l'étude de la question sociale*, par L. Walras, Paris, Guillaumin, 1860. Proudhon répondit dans deux notes ajoutées aux éditions ultérieures de son ouvrage. Cf. *De la justice dans la révolution et dans l'église. Œuvres complètes*, Paris, Rivière, 1931, t. II, n. B, p. 138 et surtout n. H, p. 145.

La fierté du maître devant l'œuvre de son jeune disciple n'en était que très légitime : Aussi laissera-t-il libre cours à son enthousiasme. « Imagine-toi bien qu'avec les idées que tu as dans la tête, tu es appelé à prendre et à porter le sceptre de l'économie politique. De tous ceux qui s'occupent aujourd'hui de cette science, les uns, et c'est le plus grand nombre, n'y entendent absolument rien ; les autres, dépourvus de toute originalité et de toute invention, ressassent, à perte de vue, les idées qu'ils ont empruntées à leurs maîtres, et s'obstinent à défendre des théories qui les laisseraient à sec, s'ils avaient le bon esprit de s'en défaire. Notre doctrine est la seule large, élevée, complète. Nous résumons les deux grandes, les deux seules écoles qui se soient produites jusqu'à ce jour : les *physiocrates et Adam Smith*. Il n'y a pas une seule ignorance que nous ne puissions éclairer, pas une seule divagation que nous ne puissions redresser, et Dieu sait s'il y a à faire, sous ce double rapport <sup>1</sup>. »

Une nouvelle occasion de collaborer allait bientôt s'offrir à eux. Elle fut même décisive pour l'avenir du jeune homme. Le Conseil d'État du canton de Vaud, en Suisse, venait de mettre au concours le problème de la réforme du système fiscal. Léon Walras eut l'idée de participer à l'épreuve et rédigea un mémoire <sup>2</sup> dans lequel il reprenait et développait les propositions de son père, ce dernier ne manquant pas de les lui soumettre à nouveau <sup>3</sup>. Il se rendit même à Lausanne, pour défendre sa thèse et sut se faire remarquer au cours d'un congrès réuni à cette occasion au mois de juillet de cette même année 1860. Dès cette époque se trouvait agitée la question de l'éventuelle création d'une chaire d'économie politique à l'Université. Auguste Walras y songea même, pour l'heure de sa retraite prochaine <sup>4</sup>. On sait ce qu'il en advint dix ans plus tard, bien que le mémoire responsable n'eût obtenu au concours, sur le rapport de l'économiste genevois Cherbuliez, qu'un quatrième accessit, tandis que Proudhon, juge moins révolutionnaire que son compatriote, obtenait la palme convoitée <sup>5</sup>. Mais l'argumentation écrite et la soutenance verbale avaient dévoilé chez Léon Walras des qualités dont la majorité des membres du jury

<sup>1</sup> Lettre du 1er avril 1860. *Ibid.*, p. 375.

<sup>2</sup> *De l'impôt dans le canton de Vaud*, Lausanne, Louis Vincent, 1861.

<sup>3</sup> Lettre du 12 juin 1860. *Ibid.*, pp. 429-431.

<sup>4</sup> Lettre du 18 mai 1861. *Révolution de 1818*, t. X, p. 150.

<sup>5</sup> Pour sa *Théorie de l'impôt*, Paris, Hetzel, 1861, ouvrage dans lequel, selon M. Roger Picard, l'auteur a pu, « après avoir condamné indistinctement tous les impôts, leur faire grâce sans en excepter un seul ». Cf. Roger Picard, *Proudhon et l'impôt*, dans - Proudhon et notre temps, Paris, Chiron, 1920, p. 157.

Léon Walras donna de sa thèse une exposition plus dogmatique dans sa *Théorie critique de l'impôt, précédée de souvenirs du Congrès de Lausanne*, Paris, Guillaumin, 1861. Reproduits dans l'édition définitive des *Études d'économie sociale*, Paris, Librairie générale de Droit, 1936, p. 377.

appelé à se prononcer, en 1870, sur sa candidature à la chaire de Lausanne, sut heureusement se souvenir <sup>1</sup>.

Auguste Walras n'eut pas la joie d'assister à la promotion tant désirée pour lui-même. Il s'était éteint, mort de chagrin, aux dires de son docteur, le 18 avril 1866. Quatre années seulement d'une retraite relative ne lui avaient point permis de réaliser tous ses projets : il avait songé à reprendre à Pau l'enseignement public qu'il avait jadis donné à Évreux. Il y fut même autorisé, pour l'année 1863-64, en même temps que du Puynode à Paris et Frédéric Passy à Nice. Des quelque vingt conférences qu'il lit alors, et dont la première seule fut éditée <sup>2</sup>, il espérait pouvoir tirer une étude d'ensemble qu'il eût voulu intituler : *La science de la richesse, ou exposition des principes fondamentaux de l'économie publique et privée*. Il eût ainsi marqué à nouveau la préséance de la théorie sur l'application, de la science sur l'art, par l'abandon des qualificatifs, courants de *politique* et *sociale*, « qui lui paraissaient moins utiles que gênants <sup>3</sup> ».

Il avait entre-temps rédigé un assez long manuscrit sur la question, alors très débattue dans les milieux officiels, de la réforme du système monétaire de la France. On sait que devant l'afflux de l'or californien s'était produite à l'époque une appréciation de l'argent par rapport à l'or qui, par le jeu de la loi de Gresham, provoquait une disparition progressive des pièces d'argent de la circulation monétaire.

S'élevant contre les projets d'altération du titre des monnaies d'argent et répudiant le bimétallisme, A. Walras se déclarait partisan du système des deux étalons d'or et d'argent indépendants, frayant à son fils une voie que ce dernier devait emprunter par la suite, au moins pour partie <sup>4</sup>.

Mais il voulut mieux encore : il eût désiré pouvoir couronner son édifice scientifique par des oeuvres maîtresses. Et à défaut du grand Traité en plusieurs tomes qu'il avait parfois espéré pouvoir entreprendre en collaboration avec son fils, il ne projetait, pour parvenir à ses fins, rien de moins qu'une étude d'ensemble « qui enterrât toutes les élucubrations incomplètes ou erronées de nos économistes contemporains et qui devînt le point de départ de nouvelles recherches théoriques ou pratiques pour les économistes futurs », étude

<sup>1</sup> Il est assez curieux de noter que, dans ce jury de 7 membres, 3 des 4 économistes qui y siégeaient votèrent contre Walras.

<sup>2</sup> *Esquisse d'une théorie de la richesse*. Cf. *infra* : Bibliographie.

<sup>3</sup> Lettre du 25 mars 1864. *Ibid.*, p. 332.

<sup>4</sup> On sait en effet que Léon Walras se prononça en faveur du système de l'étalon d'or avec billon d'argent compensateur (système assez voisin de celui des étalons parallèles que préconisait son père).

qu'il se proposait de compléter par une *Histoire* du régime économique des sociétés, dont le plan général avait été conçu dès 1832 et qui, répartissant les sociétés humaines en cinq régimes successifs : l'état *chasseur*, l'état *pasteur*, l'état *agricole*, l'état *industriel* et l'état *commercial*, eût comporté l'examen de ces différents stades de l'évolution économique des sociétés dans leurs causes et dans leurs effets, dans les conditions qui président à leur établissement ainsi que dans leurs conséquences les plus diverses, « sur la population, sur son bien-être, sur ses lumières, sur ses mœurs, sur la paix, sur la guerre, sur la législation, sur les formes du gouvernement, etc. »<sup>1</sup>

La fatalité l'empêcha de remplir ce courageux programme, qui l'eût peut-être hissé au rang d'un List. On ne peut s'empêcher de regretter qu'une telle vocation n'ait pas pu attendre un demi-siècle pour éclore.

## II

Le trait le plus saillant de cette œuvre scientifique est son unité logique. Elle est, dans son entier, le produit d'un effort de raison, avec ses qualités et ses faiblesses. C'est, avant la lettre, une tentative d'économie rationnelle, un monument de déduction, reposant sur une assise de pure métaphysique, cette « reine des sciences », puisque « avant d'être chair ou poisson, avant d'être chaud ou froid, long ou large, avant d'être un ou deux, il faut être »<sup>2</sup>.

Et encore cette construction essentiellement conceptuelle voudrait-elle se laisser ramener en dernière analyse à un principe unique d'explication, à un monisme fondamental : la limitation. Là serait la clé de la connaissance de l'univers. Car « tout ce qui est est limité », à commencer par l'existence elle-même. Celle-ci connaît une double limite = en étendue et en durée, puisque l'espace et le temps constituent les deux composantes fondamentales de l'être, et « qu'il ne saurait y avoir d'existence sans une certaine manière d'être, c'est-à-dire sans une série de limitations ». La limite, voici la loi. En existant, elle détermine. C'est donc elle qui crée l'univers, qui donne naissance aux êtres et provoque leurs rapports. Connaître les limites, tel sera le but de la science, « tableau de toutes les limites qui, par une espèce de superposition successive, produisent cette immense variété d'êtres et de phénomènes qui constituent

<sup>1</sup> Lettre du 16 décembre 1860. *Ibid.*, p. 140.

<sup>2</sup> Lettre du 18 mai 1861. *Op. cit.*, t. X, p. 148.



l'univers <sup>1</sup> ». Or, à quoi peut viser la science économique, sinon à déterminer les limites de la richesse, à savoir « ce qu'est celle-ci et ce qu'elle peut être, ce qu'elle n'est pas et ne peut pas être, ce qu'elle devient et ce qu'elle peut devenir, ce qu'elle ne devient pas et ce qu'elle ne peut jamais devenir » ?

Or quelles seront ces limites ? Limites de durée et limites d'étendue, c'est-à-dire de quantité : double fait auquel viendra se suspendre tout le système. Encore n'est-ce là qu'une première approximation.

*Limite dans le nombre* : on ne saurait prétendre que ce simple fait puisse suffire à produire quelque chose. Si les hommes ont des besoins à satisfaire, des désirs à contenter, ces besoins eux-mêmes ne sont pas infinis. Mais un rapport va naître entre leur somme et la quantité disponible de biens estimés aptes à les satisfaire. De ce rapport découlera la richesse sociale, la valeur échangeable. Sans doute pourrait-on dire que tout bien apte à procurer une jouissance représente une valeur pour l'individu, une utilité. Mais cette qualité ne pourrait à elle seule créer la richesse sociale. Si la somme des biens utiles dépasse celle des besoins éprouvés, ces biens pourront sans doute être considérés comme une richesse pour l'individu. Mais ils n'auront aucune valeur d'échange, et donc ne seront pas des biens économiques. Qu'ils n'existent au contraire à la disposition des hommes qu'en quantité limitée par rapport aux besoins, et que leur nombre ne puisse être accru qu'au prix d'efforts plus ou moins difficiles, alors jouera le *principe de la rareté*, cause de la valeur, créateur de la richesse sociale, en tant qu'exprimée par des valeurs.

*Limite dans la durée* : il y a des biens durables et d'autres qui ne le sont pas, ou plutôt des biens qui survivent, au premier usage que l'on peut en faire et d'autres dont cet usage provoque la disparition. Ainsi apparaîtraient les notions de capital et de revenu, caractéristiques de ce qui subsiste et de ce qui revient, parce que « ce qui revient, c'est ce qui s'en va ».

Toute la matière économique serait contenue dans ces deux grands faits, et principalement dans le premier, puisque les variations dans la durée d'existence ne sauraient retenir l'attention que lorsqu'elles affectent des biens déjà pourvus de valeur. « Il y a là de quoi faire toute une science », science de la valeur, à élaborer « comme on peut faire celle du mouvement, de la chaleur et de la lumière <sup>2</sup> », science issue de phénomènes naturels et donc elle-même naturelle, « au même titre que la géométrie, la mécanique, l'optique, l'acousti-

<sup>1</sup> Sur tous ces points : cf. *De la nature de la loi (Recueil de la Société... du département de l'Eure, juillet 1833, pp. 273-301)*.

<sup>2</sup> *Revue française et étrangère, op. cit., p. 361*.

que, la physiologie, la psychologie, etc. », simple description de lois <sup>1</sup>, absolument indépendante des applications que les hommes peuvent en faire, en connaissance ou méconnaissance de cause, faisceau de vérités éternelles, du moins aussi durables que l'humanité, « principes de tous les temps et de tous les pays <sup>2</sup> ».

Cette élaboration scientifique pose évidemment un -problème de méthode, mais aisé à résoudre. Qu'avons-nous en présence ? Des hommes et des biens, des quantités et des durées, donc des données numériques. Tout ce qui touche aux rapports sociaux sera saisissable par quelque aspect numérique, relevant du traitement mathématique. Car «qu'on le sache ou qu'on l'ignore, notre position ici-bas, c'est la pluralité : par où l'on voit que les théories sociales touchent aux théories arithmétiques <sup>3</sup> ». D'où un appel motivé à l'intervention des mathématiques, pour saisir avec plus de précision le phénomène de la valeur échangeable, grandeur appréciable au même titre que la longueur, la pesanteur ou la vitesse, et permettre à l'économie politique « d'arriver à la certitude qui distingue d'une manière si avantageuse cette importante branche de nos connaissances <sup>4</sup> ».

A vrai dire, pour faire d'une science naturelle une ,science exacte et autoriser le traitement mathématique, faut-il se trouver en possession d'un certain nombre de données positives que ne sauraient remplacer quelques axiomes déduits de la seule raison humaine. « L'application des mathématiques aux différentes branches de la science naturelle, présuppose toujours des faits antérieurement connus qui ne peuvent être saisis et recueillis que par l'observation <sup>5</sup>. » Notre auteur soupçonne même que le recolement de ces faits, pour autant qu'on les désire de l'ordre quantitatif, risque de se heurter à d'assez graves difficultés. Car puisque la valeur vient de la rareté et que celle-ci représente un rapport entre une somme de besoins et une somme de biens, qui dit somme implique un certain nombre d'unités et d'unités identiques. Or s'il peut être assez facile de découvrir « l'unité *d'approvisionnement* » et de dresser la statistique exacte de tous les objets consommables, il l'est par contre beaucoup moins de « trouver et de constater « l'unité *besogneuse* », dans une société composée d'individus aux besoins fort peu semblables, aux désirs inégaux, et dont « les têtes et les bouches diffèrent, sous tant de rapports <sup>6</sup> ! » Ne

<sup>1</sup> *Révolution de 1848, t. IX, p. 192.*

<sup>2</sup> *Esquisse d'une théorie de la richesse, p. 30*

<sup>3</sup> *Réfutation de la doctrine de Hobbes sur le droit naturel de l'individu Évreux, Ancelle, 1835, p. 53.*

<sup>4</sup> *Cf. infra, chap. XVIII.*

<sup>5</sup> *Cf. infra, chap. XVIII.*

<sup>6</sup> *Lettre du 18 mai 1861, op. cit., t. X, p. 149.*

trouvons-nous pas là, semble-t-il, l'aveu implicite de l'insuffisance des notions purement numériques dans une science où le facteur humain est appelé à tenir le rôle essentiel ? Mais nous reviendrons sur ce point.

Il nous faudrait, le principe de la science une fois admis, en définir le contenu. Cette « économie politique pure » sera essentiellement « une étude de la richesse, analysant cette donnée dans sa nature, dans son origine, dans ses différentes espèces, signalant le but, le caractère, le résultat final de la production », et bornant là son rôle.

Elle n'a rien à imposer, rien à régenter. Elle représente un ensemble de régularités, dégagées de toute qualification morale. L'économie est la science des richesses : elle n'a pas à se dire *politique*, puisqu'un tel qualificatif implique l'idée d'une intervention subordonnée aux enseignements mêmes de la science, « théorie physique ou naturelle et non point théorie morale ». On ne saurait la qualifier de *sociale*, car elle l'est de par sa nature même, puisque, science de la richesse, elle ne s'occupe à ce titre que de la richesse sociale, « celle qui consiste dans la possession des valeurs échangeables, et non point dans la possession ou, tout au moins, la jouissance des choses utiles ». Elle ne pourrait enfin se présenter comme une *morale*, pour la bonne raison qu'elle se situe sur un plan différent de celui des consciences et qu'il ne saurait pas plus y avoir de « morale de la richesse qu'une morale de la mécanique, une morale de l'acoustique, une morale de la physiologie et trente-six autres morales de la même force <sup>1</sup> ». Quant à parler d'une opposition entre l'économie et la morale, autant vouloir mettre celle-ci « en contradiction avec la théorie du cercle ou avec celle du triangle <sup>2</sup> ».

Au frontispice de cette science, s'inscrira donc la notion de rareté. Notion toute relative, pouvant s'échelonner depuis l'inexistence du bien jusqu'à l'égalité entre les deux termes du rapport : biens-besoins, égalité au delà de laquelle commenceront la surabondance et donc le domaine de la gratuité, de l'absence de valeur d'échange. Si la nature offrait aux hommes de quoi satisfaire à satiété tous leurs besoins, ils ignoreraient la valeur pour ne connaître

<sup>1</sup> Lettre du 25 mars 1864. *Ibid.*, p. 330.

<sup>2</sup> Lettre du 6 février 1859. *Ibid.*, t. IX, p. 192.

Sur la supériorité de la science aux actes et jugements humains, nous citerons aussi le passage suivant d'une lettre du 25 février (p. 286) : « Il y a, dans la théorie de la *valeur échangeable*, une science analogue à la théorie du *son* ou de la *lumière*. Ce sont là autant de faits naturels qui nous dominent, et que nous pouvons exploiter à notre profit, mais que nous devons d'abord étudier et connaître, dans leur nature et dans leurs lois, pour en tirer le meilleur parti possible. »

que l'utilité. L'Eden n'offrirait donc point de place aux spéculations économiques : la valeur n'est que le symbole du dénuement de notre espèce humaine <sup>1</sup>.

Voici du coup situé en pleine lumière l'antagonisme qui oppose la valeur au bien-être de l'humanité. Ce dernier ne s'accommode que de l'abondance. Or la valeur vient de la rareté. Comment, dans ces conditions, comprendre l'effort productif des hommes, « cette lutte contre la parcimonie de la nature » ? Si l'œuvre de production diminue la rareté, ne va-t-elle pas, par là-même, réduire la masse des valeurs échangeables et donc le volume des richesses sociales ? Ce paradoxe de la valeur, Auguste Walras ne put le résoudre avec bonheur : l'affirmation d'après laquelle la diminution de valeur à l'unité serait plus que compensée par l'augmentation du nombre des unités produites risquait d'être fréquemment controuvée. L'explication de von Wieser en démontra sans peine l'inexactitude <sup>2</sup>.

Cette science ainsi faite, il restait à en utiliser les enseignements dans la poursuite d'un idéal social, par la voie du « perfectionnement du droit naturel », c'est-à-dire, en fin de compte, par une modification appropriée des institutions juridiques de la société. Auguste Walras, nous pensons l'avoir suffisamment montré, s'orienta délibérément dans cette direction. La science des richesses lui sembla devoir conduire à une théorie de la propriété. Tel avait d'ailleurs été le point de départ de ses investigations scientifiques : l'objet de la propriété, institution sociale, réside évidemment dans la richesse, c'est-à-dire dans la rareté. On n'a intérêt à détenir à titre exclusif que ce que ses semblables ne peuvent pas eux-mêmes se procurer à volonté. C'est la limitation dans la quantité qui, créant la valeur, rend les choses échangeables et donc appropriables. D'où il résulte que la propriété n'a de sens que dans une économie de rareté, puisque, en raison de l'insuffisance des biens disponibles par rapport aux besoins, certains de ceux-ci devront être sacrifiés. Et la propriété, servant à délimiter le domaine des privations, constituera précisément l'instrument de ce sacrifice. C'est donc elle qui va déterminer la distribution des richesses entre toutes les parties participantes au résultat de l'œuvre de production. Mais pour pouvoir formuler sur les conséquences de son intervention un jugement de valeur acceptable, encore faut-il connaître au préalable les exigences que postule le progrès social bien entendu. Et, d'après A. Walras,

<sup>1</sup> « Le symptôme de notre pauvreté », dira Schumpeter. V. sa *Théorie de l'évolution économique*, trad. française, Paris, Dalloz, 1935, p. 263, avec la magistrale Introduction de François Perroux.

<sup>2</sup> Sur tous ces points, cf. Pirou, *op. cit.*, notamment pp. 64-67 et, pour la théorie de von Wieser : *L'utilité marginale, reproduction autorisée...*, Paris, Domat-Montchrestien, 1932, pp. 135-137.

celles-ci seraient au nombre de deux : l'abondance, quant aux résultats matériels de l'effort productif des hommes *et l'équité* dans leur distribution <sup>1</sup>.

Pour stimuler la production - encore que la pensée de notre auteur sur ce point soit demeurée assez imprécise - il n'est que de se fier au jeu de la concurrence, tout en admettant que celle-ci puisse néanmoins nécessiter un effort d'organisation. Mais « la suppression du monopole, la liberté de l'industrie et du commerce, la concurrence loyalement pratiquée, chassent du prix vénal tous les éléments parasites, ramènent le prix des choses au prix de revient le plus modéré, procurent l'abondance et font le bien-être des consommateurs, c'est-à-dire de tout le monde <sup>2</sup> ».

Quant à l'équité dans la distribution, elle ne sera satisfaite qu'au moyen d'un bon système de propriété, assurant à chacun la rémunération légitime de ses travaux et réservant pour l'ensemble de la collectivité, c'est-à-dire pour l'État, les produits qui ne seraient pas le résultat d'un effort préalable. Tout se résume donc en somme en un seul et unique problème : « déterminer le domaine de la propriété et le domaine de la communauté ; faire la part de l'État et la part des individus », discussion fondamentale qui permettra de résoudre du même coup la question de l'appropriation et celle de l'impôt, « lequel n'est en définitive qu'un prélèvement sur la propriété privée », et de fournir enfin une solution rationnelle à toutes les querelles de doctrine. Car « la propriété, l'impôt, le communisme et le socialisme ne sont, en définitive, que les quatre faces du même problème <sup>3</sup> ».

Nous n'avons pas l'intention de reproduire ici jusqu'en leurs moindres détails toutes les idées réformatrices d'Auguste Walras. Un schéma pourra suffire, encore qu'il nous paraisse nécessaire, parce que typiquement représentatif d'une certaine nature intellectuelle, dominée par le sens déductif, et utile d'autre part pour situer notre auteur dans le cadre général des oppositions doctrinales de son temps.

Procédant, à la suite des auteurs classiques, à une analyse des divers éléments dont se compose la richesse sociale, A. Walras y avait distingué trois valeurs capitales : la terre et les facultés individuelles, d'une part, richesses naturelles et primitives, et, en troisième lieu, les capitaux artificiels, fruits de l'épargne et de l'économie ; ces trois espèces de capitaux donnant lieu à trois

<sup>1</sup> Lettre du 25 mars 1864. Op. cit., p. 331.

<sup>2</sup> Notes manuscrites sur l'ouvrage précité de Proudhon.

<sup>3</sup> Lettre du 28 juin 1860. *Ibid.*, p. 436.

sortes de revenus : la rente foncière, le travail et le profit, dont les expressions monétaires auraient été le fermage, le salaire et l'intérêt de l'argent <sup>1</sup>.

Recherchant alors les lois qui lui paraissaient présider aux mouvements de ces trois sortes de revenus dans une société évoluant vers le progrès, il en arriva à des conclusions si voisines de celles de Ricardo, que l'on peut se demander dans quelle mesure un tempérament d'esprit similaire ne lui fit pas subir une influence qu'il n'a pourtant avouée nulle part. Il est vrai que ces conclusions communes n'étaient point le résultat de raisonnements identiques chez les deux auteurs. A. Walras fait application de sa théorie de la valeur-rareté aux trois éléments précédemment dégagés : dans une société qui progresse, tant en population qu'en richesses, les besoins en sols nécessaires tant pour la culture que pour tous autres usages s'accroissent, tandis que la provision disponible de terrains utilisables reste constante : il en résulte donc une augmentation croissante de la rareté des terres, c'est-à-dire de leur valeur, et en dépit d'une baisse prétendue progressive du taux des fermages, un accroissement du montant total de ceux-ci. Pour les capitaux artificiels, la loi d'évolution serait exactement inverse : se multipliant sans cesse, à un rythme plus rapide que les besoins, ils iraient s'avalissant et provoquant une diminution du montant de chaque profit, qu'accentuerait en outre la réduction progressive du taux de l'intérêt. Quant au travail, revenu des facultés personnelles, « il resterait en quelque sorte stationnaire », immobile entre le renchérissement du revenu foncier et la baisse du profit. La raison en est bien simple : les besoins des facultés humaines évoluent au même rythme que les dites facultés. Si l'homme est consommateur, il est aussi producteur. Chaque fois qu'il en naît un, naît une bouche pour consommer, sans doute, mais aussi deux bras pour produire. « La bouche occupe les bras, les bras nourrissent la bouche », d'où découle un rapport constant, puisque les deux termes croissent ou diminuent en même temps et dans la même proportion <sup>2</sup>.

C'est d'ailleurs sur cette dernière observation que se basa notre auteur pour refuser son adhésion à « l'école de Malthus ». Car comment redouter un excès de population, alors que tout nouveau venu dans la société représente « une tête et deux bras de plus <sup>3</sup> » ?

Ainsi s'affirmait une conclusion des plus nettes, à savoir que « dans une société qui progresse, la vie devient de plus en plus facile pour le propriétaire

<sup>1</sup> Cf. notamment le chapitre V de la *Théorie de la richesse sociale*. Terminologie contestable, quoique reprise par Léon Walras pour sa théorie de la production. Cf. *Éléments d'économie politique pure*, 17<sup>e</sup> leçon (édit. définitive, Paris, Pichon, 1926).

<sup>2</sup> Sur tous ces points : *Théorie de la richesse sociale*, chap. V.

<sup>3</sup> *Revue de Caen*, mars 1844, pp. 283-284.

foncier, de plus en plus difficile pour le capitaliste proprement dit, tandis que, pour le travailleur, elle ne devient ni plus facile, ni plus difficile <sup>1</sup> ».

Une telle dynamique sociale laisse donc apparaître des faits contraires à la justice : alors que le progrès devrait bénéficier à tous, il n'avantage que le seul détenteur du sol. Tel est le phénomène essentiel, à situer à la base d'une explication rationnelle des antagonismes économiques, à l'origine d'une doctrine pouvant enfin se prétendre scientifique et viser à une rénovation de la société par le moyen de l'extirpation de l'oisiveté imméritée et de l'organisation de l'activité productrice dans l'intérêt des classes laborieuses. Une théorie des classes découle de ce fait « primordial et générateur <sup>2</sup> » : l'humanité est divisée en deux partis, essentiellement hostiles l'un à l'autre : les propriétaires fonciers, « parasites qui se nourrissent du fermage », d'une part, et d'autre part les prolétaires, c'est-à-dire tous ceux qui ne possèdent pas de la terre, travailleurs et même - ce qui ne manque pas de surprendre quelque peu - capitalistes, car ces prolétaires inattendus, même s'ils n'effectuent plus aucun labeur productif, représentent néanmoins, aux yeux de notre auteur, des oisifs qui n'ont conquis leurs loisirs qu'à la faveur d'un effort d'économie, qui « se reposent après avoir travaillé ».

Il faut donc mettre fin à une inégalité qui date de la confusion que la substitution du « régime agricole » au « régime pastoral » aurait fait naître entre l'agriculture et la propriété foncière <sup>3</sup> et n'a fait que s'aggraver avec le temps.

Et ce que Ricardo, pur théoricien, s'était interdit de faire, A. Walras eut le courage de l'accomplir, en tirant de ses raisonnements leur conclusion logique. Dépassant fortement un Destutt de Tracy et même les deux Mill, il devançait un Henry George : car pour permettre à chacun d'utiliser ici-bas toutes ses chances dans la lutte pour l'existence, pour supprimer tous les handicaps sociaux, réaliser, selon sa propre formule, « l'égalité *des conditions* » et laisser le jeu varié des efforts individuels produire « l'inégalité *des positions* », il n'est que d'attribuer la terre à l'État. Sans doute faudra-t-il dédommager ses détenteurs actuels, au besoin en leur décomptant la part de plus-value qu'ils eussent pu légitimement espérer recueillir. Mais la collectivité aura tôt fait d'y trouver son avantage : jouissant désormais d'une rente foncière sans cesse accrue, elle sera mise progressivement en mesure de faire face par elle-même à l'ensemble de ses dépenses, sans avoir recours au prélèvement fiscal. Au surplus, l'opération de nationalisation du sol pourrait-elle s'opérer en grande partie par la voie

<sup>1</sup> *Théorie de la richesse sociale*, p. 85.

<sup>2</sup> V. d'intéressantes citations dans Leroy, op. cit., p. 247.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 236.

de l'impôt foncier <sup>1</sup>. Dans tous les cas, du jour où elle se trouverait effectuée, la société, débarrassée de ses parasites, ayant procuré aux classes laborieuses cette justice depuis si longtemps réclamée, aurait enfin réalisé son salut <sup>2</sup>.

Du même coup aurait-on résolu par des voies scientifiques l'ensemble de la question sociale. Mais les socialistes ignorent la science. Quant aux libéraux, s'ils la connaissent, ils la mutilent, puisqu'ils refusent de déduire de ses enseignements leurs plus évidentes conséquences; leur doctrine « est écourtée et incomplète, manque de méthode et de précision <sup>3</sup> ». Les maîtres de l'école avaient laissé « une science bien imparfaite ». Mais que dire de leurs disciples, de tous ceux « qui se rattachent à l'école, de Bastiat, de Baudrillard et de tous ces aspirants, à l'Institut qui marchent sur leurs traces ? Il y a chez eux un parti-pris de nier l'évidence et d'arrêter toute espèce d'amélioration dans le régime économique des sociétés <sup>4</sup> ».

Mais alors, repoussant le libéralisme, ne sera-t-on pas conduit jusqu'au socialisme ? Il faut s'entendre : s'il s'agit des écoles constituées en marge de la science, un même rejet s'impose. Ainsi des saint-simoniens : « ils n'ont point d'économie politique ; leur théorie est nulle et sans originalité ; en fait d'économie politique, ils n'ont fait que de l'empirisme le plus vulgaire <sup>5</sup> ».

Ainsi encore de Louis Blanc, « dont les théories sur l'organisation du travail sont à démolir au moyen de l'économie politique correcte et raisonnable <sup>6</sup> ». Ainsi surtout de Proudhon, dont « toutes les erreurs, tous les paradoxes. tiennent à la même cause, l'ignorance profonde et complète chez lui de la véritable économie politique, l'obstination avec laquelle il s'enferme dans une idée étroite et mesquine de la richesse sociale et de la richesse en général <sup>7</sup> ».

Mais, par contre, si l'on veut entendre par socialistes ceux qui, loin de se satisfaire des révolutions purement politiques, estiment qu'il faut les compléter par « un changement des conditions même de la société, une modification des lois sur la propriété » conçue de façon à faire une part plus large aux classes laborieuses, alors plus de doute possible : c'est bien à un socialiste que

<sup>1</sup> A. Walras a développé toute une théorie de l'impôt dans sa lettre à son fils du 12 juin 1860. Cf. *Révolution de 1848*, t. IX, pp. 428-431.

<sup>2</sup> *Révolution de 1848*, t. X, p. 551.

<sup>3</sup> Lettre du 14 mai 1861, *Ibid.*, p. 147.

<sup>4</sup> Lettre du 7 avril 1864. *Ibid.*, p. 337.

<sup>5</sup> Cf. une critique d'ensemble du saint-simonisme dans sa lettre du 1er avril 1860. *Ibid.*, t. IX, p. 373.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 305.

<sup>7</sup> Lettre du 6 février 1859. *Op. cit.*, t. IX, p. 198.



nous avons affaire, voire même à un communiste. « Je suis communiste en ce sens que je prêche la communauté de la terre. Mais, là, au reste, s'arrête mon communisme. Car, hors de là, je suis partisan, et partisan déclaré de la propriété privée <sup>1</sup>. » Ce socialiste agraire - encore qu'il n'admette pas d'éviction forcée - professera donc, par ailleurs, le plus grand respect pour le capital mobilier. Ce capital représente un effort antérieur ; si le capitaliste vit de ses rentes, la justice se trouve satisfaite, car il s'agit là de quelqu'un qui ne profite point du produit d'un larcin réalisé aux dépens de la société. Mais le propriétaire foncier bénéficie de revenus qu'il ne s'est pas acquis au prix d'une peine préalable : là donc réside l'origine de ce mal qu'il ne serait possible d'extirper que par une combinaison judicieuse de socialisme et d'individualisme, doctrine que Léon Walras qualifiera lui-même plus tard, en l'épousant, de socialisme libéral ou synthétique, ou mieux encore, de « synthétisme <sup>2</sup> ».

### III

Il ne nous appartient pas d'entamer maintenant une critique minutieuse des idées qui précèdent, non plus que de déterminer en quoi il s'agit là d'œuvre novatrice et créatrice, pour fixer en définitive l'étendue de la dette de la science envers notre auteur.

Les points faibles de toute l'argumentation sautent aux yeux. Ses fondements surtout paraissent contestables. Dans toutes ces considérations sur l'évolution économique du monde, aucun mot ne figure sur les perfectionnements de la technique et leurs conséquences ; rien non plus sur les lois du rendement, en fonction de la proportion dans laquelle sont susceptibles de se combiner les différents facteurs de la production. Cette démonstration qui se déroule avec une logique apparemment implacable nous situe en vérité par trop loin du réel. Il s'agit essentiellement d'un système, aux dires mêmes de l'auteur, et, comme tel, condamné à toutes les vicissitudes des constructions de ce genre.

Il est possible évidemment que cet effort reflète pour partie certaines des données positives qui ont caractérisé l'évolution générale de l'économie durant

<sup>1</sup> *La vérité sociale* (pp. 54 et 55 du manuscrit).

<sup>2</sup> Cf. *les Études d'économie sociale*, p. 239.

le second quart du XIXe siècle et, en particulier, la hausse à peu près générale des valeurs foncières ainsi que la tendance quasi-continue, au travers des fluctuations cycliques, du taux de l'intérêt vers la baisse. Mais l'épreuve ultérieure des faits lui a été par trop défavorable.

Réduire à la seule théorie de la valeur toute la dynamique économique et bâtir en conséquence un système de rénovation sociale constituait déjà une tentative hasardeuse. Mais ramener cette même théorie à un principe prétendu unitaire n'était pas moins risqué. Car la limitation n'explique point tout. A trop vouloir exiger d'elle, on ne tarde pas à en fausser la notion.

Admettre en effet que la limitation dans la durée puisse nous fournir le critérium nécessaire et suffisant d'une distinction entre le revenu, bien non durable, et le capital, bien durable, conduit à comprendre parmi les capitaux des biens qui, quoique survivant au premier usage, ne sauraient être considérés comme facteur d'une production ultérieure, et parmi les revenus l'ensemble des matières absorbées de façon définitive au cours d'un processus quelconque de production et généralement désignées par le terme de capital circulant<sup>1</sup>. Car si « ce qui revient, c'est ce qui s'en va », ce qui s'en est allé peut fort bien ne plus revenir.

Quant à la notion de rareté, à l'analyse de laquelle Auguste Walras a consacré la majeure partie de l'œuvre qui suit, il nous sera facile de montrer que, contrairement à ce qu'en pensait l'auteur, elle ne représente pas un concept irréductible à l'analyse, que, son originalité n'était certainement pas aussi neuve qu'il paraît l'avoir cru et que, en définitive, nous retrouvons ici, quoique vigoureusement amendées et plus conformes peut-être à la vérité, les grandes lignes de la pensée classique.

La rareté, avons-nous dit, ne représente qu'un rapport dont les deux termes, selon Walras, seraient constitués d'une part par la quantité des besoins éprouvés et d'autre part par la quantité disponible des biens capables de les satisfaire : que l'une de ces deux données vienne à se modifier, il s'ensuivra donc une variation de la valeur. Mais peut-on vraiment se contenter de l'explication d'un tel changement par la seule rareté, sans devoir remonter jusqu'à sa cause première ? Il ne le paraît pas. On ne peut jamais rendre compte des variations d'un rapport qu'en fonction des modifications qui en ont affecté les deux termes, c'est-à-dire, dans notre cas, - soit la somme des besoins, soit la quantité disponible du bien estimé utile, autrement dit, pour employer les

<sup>1</sup> A. Walras a bien aperçu la difficulté. Mais il n'a pu la résoudre. Cf. Pirou, *op. cit.*, pp. 54 et 198.

expressions de notre auteur, soit la « demande absolue », soit « l'offre absolue ». De l'aveu même de celui-ci, la rareté ne se trouverait pas exprimer autre chose que le simple rapport de l'offre à la demande <sup>1</sup> : n'est-ce pas reconnaître alors l'impossibilité de toute tentative d'explication unitaire de la valeur ?

On verra d'ailleurs que, dans cet effort de révision des théories qui se disputaient, voici un siècle, la prétention à la vérité scientifique, la partie critique l'emporte de beaucoup sur l'œuvre proprement constructive. Il paraît même difficile de trouver une discussion plus logiquement conduite et plus rigoureuse des deux grandes thèses du coût de production et de l'utilité que celle qui constitue l'essentiel du mémoire à l'Académie des sciences morales (v. Annexe, II). Il est bien vrai que le coût de production ne constitue pas une explication satisfaisante : beaucoup de choses ont de la valeur qui n'ont rien coûté à produire. Et l'aptitude - aptitude supposée - à satisfaire un besoin, soit l'utilité, n'est pas une justification suffisante : s'il n'y a, il est vrai, pas de valeur sans utilité, il existe par contre des utilités sans valeur.

Mais alors ne serait-ce pas s'abuser que de prétendre résoudre toutes les difficultés du problème au moyen du seul élément de rareté, à moins que d'étendre indûment la signification de ce dernier terme ? Et, à serrer la question d'un peu près, n'allons-nous pas voir réapparaître des notions dont nous serons bien obligés de tenir compte dans une solution d'ensemble ?

Il semble bien impossible d'exclure l'utilité de la valeur. Celle-ci n'est qu'une espèce du genre-utilité. Et nous ne ferons pas le reproche à notre auteur d'avoir commis cet oubli : car force lui fut, après avoir voulu ramener la valeur à la seule rareté, de conclure à l'utilité rare, à l'utilité limitée <sup>2</sup>. Il s'engageait ici sur une voie qui devait être fructueuse pour l'avenir de la théorie - sinon de la vérité - scientifique : car toute l'élaboration des conditions de la combinaison des deux éléments d'utilité et de rareté restait à faire. A. Walras se plaçait donc au seuil de l'économie marginaliste. Mais il tourna court : le concept d'utilité marginale, d'intensité du dernier besoin satisfait, persista à lui échapper. Il ne parvint pas à soupçonner le jeu de ces deux lois fondamentales de la décroissance de l'utilité finale pour l'individu et de l'équilibre psychologique des consommations. Nous ne saurions donc, à cet égard, le mettre au rang d'un Gossen, à plus forte raison à celui d'un Menger ou d'un Jevons. Invoquant l'utilité rare, il n'avait fait qu'entrevoir en somme, selon les propres

<sup>1</sup> Ci-dessous, chap. XVI.

<sup>2</sup> *Théorie de la richesse sociale*, p. 37.

termes de son fils, que « la valeur est une fonction croissante de l'utilité et une fonction décroissante de la quantité <sup>1</sup> ».

La cause de cette déficience ne serait peut-être pas difficile à trouver, car elle a conduit notre auteur à une erreur certaine. Il ne fut pas en effet sans s'apercevoir que l'utilité représente une qualité susceptible de plus ou de moins : et voulant analyser ces modifications, il établit une distinction entre les variations de l'utilité en *extension*, c'est-à-dire exprimées par rapport au nombre des besoins auxquels l'utilité se trouve répondre, au nombre des individus qui les éprouvent, et ses variations en *intensité*, c'est-à-dire exprimées en fonction de l'urgence des dits besoins, de l'ardeur des désirs individuels <sup>2</sup>. Et ceci fait, il pensa pouvoir rejeter délibérément de son domaine d'investigations toute influence de l'intensité de l'utilité, pour ne retenir que la seule extension, c'est-à-dire l'élément véritablement quantitatif. Ce en quoi, visiblement, il se trompait, non sans soupçonner son erreur, qu'il tentait de corriger en ramenant l'intensité de l'utilité à son extension, sur la base de cette affirmation, partiellement fondée, il est vrai, que « les besoins les plus urgents sont aussi les plus nombreux <sup>3</sup> ».

En fait, A. Walras se laissait abuser par son désir d'une explication unitaire de la valeur. Victime de son illusion moniste, il délaissait donc franchement le plan de l'analyse psychologique. A l'inverse d'un Gossen ou d'un Dupuit <sup>4</sup>, par exemple, il s'interdisait le domaine fructueux de l'économie subjective et qualitative. Comme tel, il est bien exact qu'il figure dans l'histoire de la pensée économique plutôt comme un « précurseur de l'économie mathématique et quantitative <sup>5</sup> ».

Et encore, sur ce plan quantitatif, son explication du problème de la valeur par l'utilité-rare, envisagée comme l'expression du rapport de l'offre à la demande, ne laisse-t-elle pas d'être bien insuffisante.

Elle voudrait en effet se situer en opposition avec la théorie du coût de production, alors que ce dernier élément commande en réalité la notion d'offre, et réagit, par cet intermédiaire, sur la rareté elle-même. Il est bien évident, que plus ce coût sera réduit, par exemple, et plus il y aura de chances - en régime de concurrence - pour que la quantité disponible du bien considéré soit

<sup>1</sup> *Études d'économie politique appliquée*, Paris, Pichon, 1936, pp. 466-467.

<sup>2</sup> V. tout le chapitre XI ci-après.

<sup>3</sup> *Théorie de la richesse sociale*, p. 18.

<sup>4</sup> Sur Dupuit, v. l'étude de H. Guitton : *Le véritable apport de l'ingénieur Dupuit à la science économique* (*Revue d'histoire économique et sociale*, août 1934).

<sup>5</sup> Pirou, *op. cit.*, pp. 64 et 67-69.

augmentée. Il en résultera donc une diminution de la rareté. Et une telle objection pourrait aussi bien être opposée à la thèse marginaliste, du moins dans la mesure où elle est présentée par ses partisans comme une explication unitaire de la valeur <sup>1</sup>.

De plus une théorie qui, considérant comme inutile l'analyse de la valeur d'usage, envisagée d'un point de vue strictement individuel, s'attache à élucider la question de la valeur d'échange, peut difficilement faire abstraction de la notion de prix, du moins dans une économie caractérisée par un usage quasi-universel de la monnaie. Dans, une telle économie, il n'existe pas de problème spécial de la valeur, mais une question de prix. Et si l'on recherche, alors quels sont les éléments qui commandent en définitive la formation de la demande, on y retrouve bien, certes, le plus ou moins grand nombre de besoins à satisfaire, tout comme, malgré les dires d'A. Walras, l'intensité des désirs éprouvés, mais aussi, d'autre part, l'importance du pouvoir d'achat disponible entre les mains des consommateurs éventuels, combinée avec le penchant plus ou moins prononcé de ces individus à se défaire de leur argent ou le conserver par devers eux. L'insuffisance de la notion walrasienne de demande absolue, fonction exclusive de la seule quantité des besoins à satisfaire, nous paraît ainsi plus fortement accusée. Non que l'on ne se trouve pas là en présence d'un élément utile à retenir dans l'élaboration d'une théorie générale des prix. Mais ce n'est qu'une donnée parmi beaucoup d'autres, en vue d'une explication qui ne saurait être que pluraliste.

On ne trouvera donc pas dans la théorie de la valeur-rareté une thèse exempte de tout reproche. Peut-être aussi notre auteur s'est-il fait quelque illusion sur l'originalité de sa découverte. Cette idée de l'influence de la rareté sur la valeur ne constituait pas en effet, aux environs de 1830, une véritable nouveauté. Les tenants de la théorie quantitative de la monnaie, à laquelle Auguste Walras donna, bien entendu, une adhésion sans réserves, s'y étaient au fond référés, depuis Jean Bodin et même le juris-consulte Paul - de façon plus ou moins implicite. Et, sans vouloir remonter jusqu'à la raritas des scolastiques du Moyen-Age, nous pourrions trouver mention, expresse ou sous-entendue, de cette donnée chez bon nombre d'écrivains du XVIIIe siècle. Outre Burlamaqui, seul précurseur connu ou reconnu par notre auteur <sup>2</sup>, un

---

<sup>1</sup> Ces propos sommaires n'épuisent pas la question. Et nous n'ignorons pas que les plus convaincus des marginalistes modernes - et surtout les membres de l'école néo-autrichienne développent, avec un rare bonheur d'analyse, une conception du coût basée sur la rareté des facteurs productifs et à l'expression de la valeur des emplois non réalisées », « sens le plus profond du phénomène du coût », comme le dit aussi Schumpeter, *op. cit.*, p. 260.

<sup>2</sup> V. ci-après, chap. XV.

Locke, un Law<sup>1</sup> y ont fait allusion. Elle figure chez presque tous les économistes psychologues italiens et français, dans l'œuvre d'un Genovesi<sup>2</sup>, d'un Galiani<sup>3</sup>, d'un Condillac<sup>4</sup>, incapables il est vrai, les uns et les autres, de formuler une synthèse, réellement satisfaisante des diverses notions qui leur paraissaient gouverner la valeur. Dans les six causes qu'il assigne au phénomène, Le Trosne n'omet pas la rareté<sup>5</sup>. Turgot lui-même ne la passa pas sous silence<sup>6</sup>.

Si l'idée paraît avoir été négligée des grands classiques, à l'imitation d'Adam Smith qui ne la signale en aucune manière, elle n'en a pas moins continué à faire son chemin chez bon nombre d'esprits, que ne pouvait satisfaire la théorie, alors a l'honneur, du coût de production. Nous la retrouvons très nettement formulée par Tooke, en particulier dans sa correspondance avec Jean-Baptiste Say<sup>7</sup>, et par le propre frère de ce dernier, Louis Say, dont l'œuvre économique, éclosse à l'ombre de la réputation fraternelle, est demeurée trop injustement ignorée chez nous<sup>8</sup>. Et elle réapparaîtra, à la suite de Walras, chez un Senior, par exemple<sup>9</sup>, encore qu'il soit peu probable que ce dernier ait eu connaissance de la littérature française favorable à la thèse dont il se fit le défenseur en Angleterre.

On ne saurait dire en effet que l'ouvrage qui suit ait été appelé à un grand retentissement. Ses qualités, tout autant que ses défauts, conspiraient contre lui : en un temps où l'obédience à l'orthodoxie consacrée eût ménagé des succès faciles, il se présentait surtout comme une critique, et sur ce point des plus vigoureuses, des théories alors en faveur. Et les pontifes de la science montraient parfois une humeur Chatouilleuse : on en trouvera par la suite d'authentiques témoignages, recueillis de la plume, même de Jean-Baptiste Say fort malmené assurément par un contradicteur qui, bien que ne tarissant pas d'élo-

<sup>1</sup> *Considérations sur la monnaie et le commerce. Oeuvres complètes, édition P. Harsin, Paris, Sirey, 1934, t. 1er, pp. 3 et 5.*

<sup>2</sup> *Lezioni di economia civile, parte secunda, cap. I, p. XVII.*

<sup>3</sup> *Delta moneta libri cinqua, liv. 1er, chap. II. V. Dubois : Les théories psychologiques de la valeur au XVIIIe siècle (Revue d'économie politique, 1897, p. 856).*

<sup>4</sup> *Le commerce et le gouvernement, chap. 1er.*

<sup>5</sup> *De l'intérêt social, collection Guillaumin : Les physiocrates, t. II, p. 890.*

<sup>6</sup> *Valeurs et monnaies, projet d'article reproduit par Schelle : Oeuvres de Turgot, Paris, Alcan, 1919, t. III, pp. 79-98.*

<sup>7</sup> V. Correspondance de Tooke avec Jean-Baptiste Say. (*Oeuvres diverses*, Paris, Guillaumin, 1848, p. 532.

<sup>8</sup> Cf. notamment : *Traité élémentaire de la richesse Individuelle et de la richesse publique*, Paris, 1827, chap. VII. « Oeuvre infiniment plus intéressante que celle de son frère », nous dit Schatz, *L'individualisme économique et social*, Paris, Colin, 1905, p. 153.

<sup>9</sup> *Political economy, Ire partie : Nature of wealth.*

ges à son égard, l'attaquait sur l'un des points les plus vulnérables de son oeuvre <sup>1</sup>.

En tant que critique des deux grandes thèses de la valeur-utilité et de la valeur-coût, l'œuvre méritait un sort favorable. En fait, elle demeura ignorée : un compte rendu acerbe de Blanqui, dans la *Revue mensuelle d'économie politique* <sup>2</sup>, et quelques rares citations, dont l'une de Joseph Garnier, au cours d'une étude qui représente certainement le comble du galimatias pseudo-scientifique, eut le don d'exaspérer la susceptibilité d'un homme irrité par un injuste sort <sup>3</sup>, puis quelques rappels dans les ouvrages des principaux champions du marginalisme <sup>4</sup>, telles auraient été sans doute les seules réactions suscitées par cet intéressant effort, si la piété filiale ne lui avait assuré une revanche en grande partie justifiée.

Il serait sans doute exagéré de prétendre que l'œuvre intégrale de Léon Walras procède de celle de son père. L'originalité du fondateur de l'école de Lausanne demeure entière, du moins en ce qui concerne sa conception de l'équilibre d'ensemble du mécanisme économique, fondée sur la solidarité du marché des produits, d'une part, et des marchés des services producteurs, d'autre part. Nous savons aussi que le mérite de la découverte de la notion de décroissance de l'utilité finale ne peut être attribué qu'au fils, à l'exclusion du père. Celui-là cependant ne faisait que réussir là où celui-ci avait bien remarqué qu'une conciliation était à opérer entre la rareté et l'utilité. Ce dernier avait indiqué le chemin à prendre : n'était-ce pas lui rendre justice que de lui attribuer une part dans le mérite du succès ? Il y a là un point que des critiques contemporaines, un peu hâtives <sup>5</sup>, nous paraissent avoir négligé.

<sup>1</sup> Les idées de Jean-Baptiste Say sur la valeur ont évolué au point de l'amener à une position très voisine de celle d'A. Walras. Cf. notamment une, note sous Ricardo, Oeuvres complètes, Guillaumin, 1882, p. 4.

<sup>2</sup> Coup d'œil sur l'état actuel de l'économie politique (*Revue mensuelle d'économie politique*, 1835, p. 554).

<sup>3</sup> L'étude de Joseph Garnier sur la valeur figure au *Journal des économistes* du 15 mars 1863, p. 369-395. La référence à l'œuvre d'A. Walras se trouve à la page 379: Garnier trouve que la formule d'utilité rare est « heureuse, mais peu exacte et incomplète, parce qu'elle ne tient pas compte du travail ». V. le jugement d'A. Walras sur ce « fatras, véritable salmigondis d'idées baroques et d'abominables confusions » dans la lettre à son fils du 25 juillet 1863, *Révolution de 1848*, 1913-14, p. 246.

<sup>4</sup> Jevons : *La théorie de l'économie politique*, trad. française, Paris, Giard & Brière, 1909, p. 37 ; von Wieser : *Der natürliche Wert*, Vienne, Hölder, 1889, p. IX ; Böhm-Bawerk *Essai sur la valeur* (*Revue d'économie politique*, 1894, p. 509). V. aussi Ott *Traité d'économie sociale*, 2e édit., Paris, 1892, t. 1er, p. 111 et quelques commentaires superficiels d'Albert Schatz, op. cit., p. 152.

<sup>5</sup> L'opinion émise par notre collègue G.-H. Bousquet sur l'œuvre d'Auguste Walras - dans son article sur : Léon Walras et son temps, au *Journal des économistes* de décembre 1934, p. 807 - nous porte à croire que son admiration envers le fils lui a fait méconnaître les mérites réels du père.

Et quelle que soit l'étendue de la dette de la science envers Léon Walras, quelles que soient même les illusions qui aient porté celui-ci à placer, à de très fréquentes reprises <sup>1</sup>, sous l'autorité de son père, une théorie de la valeur beaucoup plus perfectionnée que celle que l'on pourra trouver dans les lignes qui suivent, il n'en demeure pas moins que l'essentiel de l'œuvre d'Auguste Walras se retrouve dans celle de son fils. Modèle remarquable d'une fidélité de pensée dont, avec les deux Mill, l'histoire de la théorie économique avait, quelques années auparavant, fourni un exemple aussi exceptionnel en Angleterre. Car de même que les théories illustrées par Stuart Mill (rente foncière, valeurs internationales, fonds des salaires) avaient déjà été formulées par James Mill, son père, de même trouvons-nous chez Léon Walras la quasi-intégralité des idées que nous avons précédemment analysées - la même philosophie scientifique ; une terminologie identique ; une théorie de la valeur qui prolonge celle du père, sans la détruire et donc au risque d'encourir les mêmes reproches ; des vues monétaires, de théorie et de politique, tout à fait similaires ; et surtout une dynamique exactement semblable qui, fondée sur la même croyance dans l'accroissement progressif de la rente foncière, a conduit le fils, comme elle l'avait fait du père, à une doctrine de nationalisation du sol et de défense de la propriété mobilière <sup>2</sup>.

De la thèse paternelle de la valeur-rareté, telle qu'elle fut formulée à l'origine, il ne reste aujourd'hui plus grand'chose, Et cependant la rareté demeure l'une des données premières de notre économie humaine, Le véritable mérite d'Auguste Walras est peut-être moins à situer dans le cadre de la recherche illusoire d'un fondement unitaire de la valeur que dans celui d'une explication d'ensemble de l'activité économique. La production n'est en effet pas autre chose, selon ses propres termes, qu'une lutte des hommes contre la parcimonie de la nature <sup>3</sup>. L'excès de nos besoins sur les moyens de les satisfaire exige

<sup>1</sup> Cf. les *Éléments d'économie pure*, Paris, Pichon, 1926, pp. VIII, 169 et 177.

<sup>2</sup> Léon Walras n'a jamais cessé de proclamer qu'il n'avait fait que prolonger, compléter les idées de son père. Il l'expliquait longuement à Paul Janet dans une lettre (encore inédite) de février 1877 et le répétait encore à la fin de sa vie, dans le discours qu'il prononça à l'occasion de son jubilé scientifique, le 10 juin 1909 (cf. *Questions pratiques de législation ouvrière*, 1909, pp. 242-243).

Dans l'œuvre commune des deux hommes, la part d'Auguste Walras, selon les propres termes de son fils, a consisté « dans la mise en évidence de la *rareté*, c'est-à-dire de la coexistence de l'*utilité* et de la *limitation dans la quantité*, comme cause de la *valeur d'échange* et dans la définition du *capital* et du *revenu*, ainsi que dans l'énumération des différentes espèces de capitaux et de revenus; puis dans la séparation de ces deux théories : celle de la *production* de la richesse, à élaborer au point de vue de l'*utilité*, et celle de la *distribution* de cette richesse, à élaborer au point de vue de la *justice*. (Introduction à *La paix par la justice sociale et le libre-échange*, Paris, Pichon, 1907.)

<sup>3</sup> Expression qu'avait approuvée Proudhon, qui ne paraît pas avoir tiré de la lecture d'Auguste Walras tout le profit qu'elle comporte. (*Contradictions économiques*, Rivière, 1923, t. 1er, p. 92.)



qu'une partie de ceux-là soient sacrifiés et qu'une concordance soit établie entre la consommation et le résultat matériel de l'œuvre productrice. Dans une économie capitaliste, ce sont les variations des prix qui pourvoieront à cette tâche. Ainsi l'exige le « principe de la rareté », sur lequel un Gustave Cassel a pu fonder l'essentiel de sa théorie <sup>1</sup>. Vivant de nos jours, il est possible qu'Auguste Walras, développant son idée première, se fût orienté dans une voie similaire. Les développements les plus récents de la théorie économique rendent hommage, quoique sans le mentionner, à ce labueur de pionnier. Axés sur la recherche des « catégories » fondamentales de l'activité économique des hommes, des données de base, des concepts transcendants, supérieurs à toute organisation pratique des rapports sociaux et à tout agencement matériel de l'appareil technique, les efforts d'un grand nombre de nos contemporains viennent déboucher, en fin d'analyse, sur la notion essentielle de rareté. Toute la construction scientifique d'un Lionel Robbins, suivant en cela un von Mises, pour ne citer que des Coryphées, tourne autour de cet axe. Voici donc la rareté enfin reconnue comme l'élément essentiel (*subject-matter*) de la vie économique, la condition universelle et inéluctable du comportement économique de l'humanité <sup>2</sup>.

Injustement négligée, louée d'autre part d'une façon un peu excessive, trop longtemps méconnue en tout cas, il y a bien là œuvre de valeur, qui mérite réhabilitation, Il faut souhaiter que le jugement de l'histoire, invoqué par une pitié filiale offensée en faveur du précurseur, de l'initiateur, reconnaisse enfin le bien-fondé d'une telle réclamation.

### **Gaston LEDUC.**

---

<sup>1</sup> V. son *Traité d'économie politique*, traduction française, Paris, Glard, 1929, t. 1er, chap. XI et XII.

<sup>2</sup> Consulter sur ce point l'ouvrage fondamental de Lionel Robbins : *An essay on the nature and significance of economic science*, 2e édit., Londres, Macmillan, 1935, surtout les chap. I et III. On y retrouvera bien des échos, apparemment insoupçonnés de l'auteur, de la thèse walrasienne. Cf. p. 47 : « Thus wealth is not wealth because of its substantial qualities. It is wealth because it is scarce. » (*Nous soulignons.*)

## IV

L'ouvrage : *De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur* n'a fait l'objet que d'une seule édition, in-8°, chez Alexandre Johanneau, libraire à Paris, au millésime de 1831: L'impression avait été faite à Évreux, aux frais de la Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département de l'Eure. C'est donc le texte intégral de cette édition que l'on trouvera reproduit ci-après ; les quelques notes et références de l'auteur lui-même y sont indiquées par des astérisques, qui renvoient aux bas de page.

De longs passages de cette œuvre sont consacrés à une réfutation des théories de Jean-Baptiste Say, pour lequel A. Walras professait d'ailleurs une très grande estime. Peut-être ce dernier eût-il même l'idée de faire l'hommage de son livre à celui dont il ambitionnait tant le sort : toujours est-il que, par l'intermédiaire de son fils Léon et de sa petite-fille, Mlle Aline Walras, qui a voué toute son existence à l'entretien du culte de la mémoire de son illustre père et à la pieuse conservation des souvenirs familiaux, un exemplaire annoté de la propre main du maître du libéralisme français a pu parvenir jusqu'à nous. Ces quelques notes, rédigées tout à fait sur le déclin de la vie, nous ont paru offrir cependant un très réel intérêt, en ce qu'elles témoignent de l'étonnement d'un homme qui n'avait sans doute pas l'habitude d'être ainsi pris à partie avec une telle ardeur et d'un refus obstiné d'abandonner quoi que ce soit des idées auxquelles il s'était attaché, fussent-elles contestables : aussi les avons-nous reproduites en cours d'ouvrage, chaque note, inscrite en bas de page, se trouvant appelée dans le texte principal par une italique minuscule en exposant *a*, *b*, *c*. Quant aux chiffres arabes dans le texte, ils renvoient à nos notes personnelles, que nous avons, pour plus de simplicité, rejetées à la fin de l'ouvrage ; ces notes sont à peu près toutes d'explication et non de critique théorique, d'éclaircissements, en particulier d'ordre bibliographique, mais nullement de commentaire de fond.

Nous avons enfin considéré qu'il serait opportun de faire figurer dans la présente publication, à la suite de l'ouvrage lui-même, deux textes qui en complètent remarquablement le contenu : le premier (Annexe n° 1) représente à peu près la première moitié du rapport fait par A. Walras lui-même à la *Société libre... du département de l'Eure*, dans sa séance du 2 juin 1831, sur

l'ouvrage que celle-ci avait décidé de patronner, tant sur le plan moral que financier. L'auteur indique la conception générale qui a présidé à l'élaboration de son oeuvre, représentée comme une tentative de conciliation entre l'école de Smith et celle de Quesnay, et comme un travail de « théorie pure et abstraite ». La seconde partie de ce rapport ne constituant qu'une pure et simple analyse du contenu du livre, nous n'avons pas jugé utile de la reproduire ici. (Le texte complet du rapport figure au *Recueil de la Société d'agriculture... du département de l'Eure*, numéro de juillet 1931, pp. 297-307.)

L'annexe n° II est une réédition intégrale du *Mémoire sur l'origine de la valeur d'échange ou Exposition critique et réfutation des opinions les plus accréditées, chez les économistes, sur celle question, lu par l'auteur devant l'Académie des sciences morales et politiques, au cours de sa séance du 15 septembre 1849 et inséré dans le Recueil des séances et travaux de l'Académie* (2e série, t. VI, pp. 201-233). Cette lecture fut suivie d'une discussion, à laquelle participa notamment le célèbre économiste anglais Babbage <sup>1</sup>.

L'intérêt de ce mémoire réside en ce qu'il constitue un complément essentiel de l'ouvrage sur *La nature de la richesse*. Sa valeur scientifique est même de beaucoup supérieure à celle de ce dernier. L'exposé critique des deux théories de la valeur-coût et de la valeur-utilité s'y trouve conduit avec une rare maîtrise. Logiquement, cette oeuvre, toute de critique, eût même dû précéder, et non point suivre, l'essai de construction tenté par A. Walras sur le fondement unique de la rareté. Quoi qu'il en soit, les deux études ne pourraient plus être dissociées sans grand inconvénient. Elles ne permettent certes pas de fournir un tableau d'ensemble de toute l'oeuvre de notre auteur en fait de statique économique : car il conviendrait d'y adjoindre, non seulement le petit volume sur la *Théorie de la richesse sociale*, paru en 1849, mais encore les différents articles sur l'objet de l'économie politique, la théorie de la richesse et la fonction économique des métaux précieux que l'on trouvera mentionnés dans la bibliographie qui suit. Quant aux manuscrits relatifs à la théorie de la propriété et à la solution du problème social par la nationalisation du sol, ils pourraient fort bien faire l'objet, le moment venu, d'une publication qui constituerait, sur le plan de la politique et non plus de la théorie économique, l'heureuse réplique de celle-ci.

Le spécimen d'écriture dont on trouvera la reproduction photographique, faisant pendant au seul portrait qui nous ait été conservé de l'auteur, est extrait d'une lettre adressée le 14 décembre 1844 au rédacteur d'un hebdomadaire caennais, en réponse à l'allusion faite dans le dit périodique « à un certain

<sup>1</sup> Cf. *Recueil des séances et travaux...*, 1849, p. 283.

travail de M. Walras sur l'économie politique », travail auquel il était reproché de n'être point assez mûri ou, du moins, de ne pas être « le résultat d'études approfondies sur cette science ».

L'universitaire en avait conçu une peine d'autant plus vive qu'il se proposait alors, écrit-il, « d'ouvrir à Caen un cours public d'économie politique, dans l'intérêt de la jeunesse studieuse qui abonde dans cette ville » et que, comme nous le savons, il n'était pas homme à se rétracter, bien qu'il fût, semble-t-il, d'un naturel assez indécis.

G. L.

# Bibliographie des travaux économiques

---

## D'AUGUSTE WALRAS

### A) OUVRAGES

- 1° *De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur*, une seule édition : in-8°, Paris, Johanneau, 1831, XXIV + 335 p.;
- 2° *Théorie de la richesse sociale, ou résumé des principes fondamentaux de l'économie politique*, une seule édition : in-8°, Paris, Guillaumin, 1849, 103 p. (Un long compte rendu critique au *Journal des économistes*, 1850, pp. 83-87.)

### B) ARTICLES DE, REVUES

- 1° *Rapport à la Société libre d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres du département de l'Eure (séance du 2 juin 1831) sur un ouvrage intitulé: De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur*. Recueil de la Société.... juillet 1831, pp. 237-307 ;
- 2° *De la connexité des connaissances humaines et des progrès scientifiques, en général; et, en particulier, de l'influence que l'étude de l'économie politique est appelée à exercer sur l'avancement des sciences morales et historiques*. Recueil de la Société...., janvier 1833, pp. 93-120;
- 3° *De la nature de la loi, ibid.*, juillet 1833, pp. 273-301 ;
- 4° *Réfutation de la doctrine de Hobbes sur le droit naturel de l'individu*. *Ibid.*, avril 1835, pp. 181-225 ;

- 5° *Considérations sur la mesure de la valeur et sur la fonction des métaux précieux dans l'appréciation de la richesse sociale.* Revue mensuelle d'économie politique, 5e volume, 1836, pp. 243-274 et 312-341 ;
- 6° *De la richesse sociale ou de l'objet de l'économie politique.* Revue étrangère et française de législation et d'économie politique, 1838, pp. 101-125 et 348-366 ;
- 7° *Quels seraient les meilleurs moyens de prévenir et de secourir. l'indigence ? (Opinion émise dans la séance du 23 février 1844 de l'Académie royale des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen)* Revue de Caen, mars 1844, pp. 279-287 ;
- 8° *Esquisse d'une théorie de la richesse.* Revue de Caen, avril 1844, pp. 337-349 et mai 1844, pp. 381-394 ;
- 9° *Mémoire sur l'origine de la valeur d'échange ou Exposition critique et réfutation des opinions les plus accréditées chez les économistes sur celle question, lu à l'Académie des Sciences morales et politiques (séance du 15 septembre 1849).* Compte rendu des séances et travaux de l'Académie, 1849, pp. 201-233 ;
- 10° *Esquisse d'une théorie de la richesse (Discours prononcé le 19 décembre 1863 à l'ouverture du cours d'économie politique professé à Pau),* Pau-Vignancourt, 1863.

## C) COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

- 1° *Rapport à la Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres du département de l'Eure sur les travaux de sa section de littérature.* Recueil de la Société, 1831, pp. 63-79 ;
- 2° *Bulletin bibliographique consacré aux Principes fondamentaux de l'économie politique, tirés des leçons éditées et inédites de N. W. Senior, par le Comte Jean Arrivabene.* - Revue mensuelle d'économie politique, 1836, pp. 359-368.

## D) CORRESPONDANCE

- 1° *Éditée* : *Lettres à son fils Léon*, du 19 février 1858 au 22 février 1866. Reproduites par les soins de Georges Renard dans : *La Révolution de 1848. Années 1912-13 et 1913-14* (La correspondance de Léon Walras avec son père a été égarée);
- 2° *Inédite. Correspondance* avec diverses personnes, en particulier avec son père.

## E) INÉDITS

- 1° *La vérité sociale par un travailleur*, avril 1848. (Extraits dans M. Leroy, v. *infra.*, chap. XI);
- 2° *De la propriété* (pour former les chapitres VII et VIII de la *Théorie de la richesse sociale*), 1849. (Reproduits dans M. Leroy, op. cit., chap. IX et X);
- 3° *Examen critique et réfutation du chap. XIV du livre de M. Thiers sur la Propriété*, 1849. (Extraits dans M. Leroy, op. cit., chap. XII);
- 4° *Un chapitre de M. Guizot annoté par un travailleur*, 1849. (Extraits dans M. Leroy, op. cit., chap. XIII);
- 5° *De l'impôt sur le revenu*, 1849 ;
- 6° *Essai sur l'impôt du revenu*, 25 octobre 1849;
- 7° *De l'impôt sur le capital*. Lettre à M. Émile de Girardin, représentant du peuple, 4 août 1850 ;
- 8° *Notes sur Proudhon : De la justice dans la Révolution et dans l'Église*, 1859. (Cf. Leroy, op. cit., chap. XIV : A. Walras et Proudhon) ;
- 9° *De la réforme de la monnaie*, 1862;
- 10° *Travaux divers* : De la valeur et du prix vénal, de la mesure de la valeur, de la valeur des pièces d'argent, commentaires de G. Garnier, Condillac, Louis Say, Rossi, Cournot, etc.

G. L.

# Bibliographie des travaux

---

## sur Auguste Walras

### A) OUVRAGES

#### *I. - Langue française*

L. Modeste Leroy, *Auguste Walras Économiste, Sa vie, Son Oeuvre*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1923.

Gaëtan Pirou, *Les Théories de l'équilibre économique, L. Walras et V. Pareto*, reproduction autorisée de conférences faites à l'École pratique des Hautes Études en 1932-33 et 1933-34, Paris, éditions Domat-Montchrestien, 1934, pp. 36-76.

#### *II. - Langues étrangères*

Dr Lilly Hecht. *A Cournot und L. Walras, ein formater und materialer Vergleich wirtschafts-Theorelischer Ableitungen*. Heidelberg, collection de l'Institut für Sozial -u. Staatswissenschaften, 1930, chap. II et III.

### B) ARTICLES DE REVUES

Léon Walras, *Un initiateur en économie politique : A.-A. Walras*, Revue du mois, 10 août 1908, pp. 170-183.

Étienne Antonelli, *Un économiste de 1830 : Auguste Walras*. Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales, 1923 (n° 4), pp. 516-540.